

APPRENDRE EN ENSEIGN

LE POURQUOI ET LE COMMENT D'UNE ÉVALUATION FORMATI L'ENSEIGNEMENT À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL



Oui n'a jamais pu vérifier

toute la véracité de cette vieille formule : C'est en enseignant aux autres que l'on apprend le plus sur soi-même. Et bien nous, les étudiants de l'Université de Montréal, ne demandons pas mieux que de participer à un tel cheminement. Car, pour nous, la plus patente des manières d'améliorer la qualité de l'enseignement est de créer une véritable rétroaction de l'apprentissage sur l'enseignement. Cette rétroaction doit se matérialiser à travers un processus d'évaluation formative de l'enseignement. Non pas un examen pour les professeurs, mais une réflexion sur l'enseignement, un bilan d'étape qui posera les assises d'une amélioration en temps réel de la formation dispensée par le professeur.

Le Groupe de suivi sur l'évaluation de l'enseignement, formé par l'assemblée universitaire, recommandait dans son rapport de 2001 la promotion la plus large possible des pratiques d'évaluation de l'enseignement à des fins formatives. Cette prise de position a de quoi réjouir les étudiants. Pourtant, en décembre 2003, des inquiétudes et des questions perdurent. Une majorité des unités d'enseignement de l'Université de Montréal n'ont toujours pas mis sur pied d'évaluation d'étape à des fins formatives. Oue se passe-t-il donc? Depuis 2 ans, les associations étudiantes départementales et facultaires sont au cœur des initiatives d'implantation de l'évaluation formative. Elles font souvent face au désintérêt des professeurs, ou encore à l'épineux problème de la confidentialité des résultats. Certaines d'entre elles ont réussi. nombre d'autres ont échoué. II est maintenant temps que les unités d'enseignement de l'Université prennent conscience de l'importance de pratiquer l'évaluation formative, et que pour le faire elles doivent s'entendre avec leurs Car nous continuerons étudiants. d'afficher, sur cette question, une volonté à la mesure de l'importance que nous accordons à notre formation.

Nous ne voulons pas par là imposer une particulière d'évaluation pratique formative qui irait à l'encontre de certaines pratiques actuelles. Seulement, il est important de dégager une légitimité légale publics et sur la protection et institutionnelle à ce type d'évaluation et surtout à l'accès aux résultats pour les étudiants ou leurs représentants. En ce moment, plusieurs unités d'enseignement de l'Université sont justement réticentes à accepter l'implantation d'une évaluation formative en collaboration avec les étudiants parce qu'elles craignent des démêlés juridiques autour de la question confidentialité renseignements obtenus.

Le Groupe de suivi de l'évaluation de l'enseignement, dans son dernier rapport datant de 2001, réaffirme caractère ce confidentiel tout en voulant faire la promotion de l'évaluation formative. Il nous appert que les étudiants ne veulent pas d'une autre évaluation gérée comme l'évaluation de prestation-cours. Les résultats de cette évaluation obligatoire sont versés dans le dossier du professeur et ne restent accessibles qu'aux membres des comités de promotion ou aux directeurs des unités. Elle est uniforme à toute l'institution et ne laisse pas place à l'amélioration directe de l'enseignement.

L'originalité et de la spécificité des différentes évaluations formatives sont nécessaires. Pourtant, il est important de voir à ce qu'une forme ou une autre de ce type d'évaluation soit implantée le plus largement possible à l'Université. Il était donc primordial d'identifier une base commune sur laquelle pourrait s'entendre la FAÉCUM et la direction de l'Université, afin que celle-ci la recommande à ses unités d'enseignement. Ainsi, il serait possible et légitime de voir se constituer un processus d'évaluation formative dont les résultats sont analysés en tout ou en partie par les étudiants. La question qui demeure est : Qu'est-ce que la loi nous permet de faire?

L'article 53 de la loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels précise que les renseignements nominatifs (tels que ceux qui sont tirés d'une évaluation de l'enseignement) sont confidentiels. L'article 62 de la loi sur l'accès aux documents des organismes

renseignements personnels permet toutefois ďy contrevenir renseignement nominatif est accessible, sans le consentement de la personne concernée, à toute personne qui a la qualité pour le recevoir

au sein d'un

UNE MAJORITÉ DES UNITÉS d'enseignement de l'Université de Montréal n'ont **TOUJOURS PAS MIS SUR** PIED D'ÉVALUATION D'ÉTAPE À DES FINS **FORMATIVES**

organisme public lorsque ce renseignement est nécessaire à l'exercice de ses fonction. Afin que des représentants étudiants puissent avoir accès à ces renseignements, il faut donc qu'ils soient membres d'une instance qui a pour fonction d'analyser ces résultats, ou encore qu'ils soient personnellement mandatés pour exercer cette fonction. Plusieurs instances peuvent exercer cette fonction, s'ils sont mandatés par une autorité compétente : comité des études, comité de programme, comité spécifiquement crée à cette fin, etc.

Cette formule n'est pas une solution miracle. Il est parfois ardu de s'entendre sur la pratique à suivre. Par contre, les exemples de réussite sont là pour prouver que la pratique de l'évaluation formative est pertinente qu'elle peut se réaliser dans un esprit de collaboration entre étudiants et professeurs. C'est en fait la seule façon de donner une valeur formative à l'évaluation de l'enseignement. Sans une telle valeur, nous n'en verrions pas la légitimité.

À LA UNE

Le Ramadan est terminé, Noël arrive! Cette année, les sans-abri trouveront des contraventions sous les sapins dans les espaces publics de Montréal!

À lire en pages 5 et 11.

illustration et conception : Calcul mental



SOMMAIRE

CAMPUS

L'UdeM a mal a la foip.5 Dossier GRIP z/z: Agir et sensibiliser, irréconciliable?p.7				
SOCIÉTÉ				
Le vote à l'indexp.9 Sans-abri: Contraventions dans le chapeaup.11				
contraventions dans te chapeaup.n				
INTERVIEWÉ				
Micheline Lanctôt				

INIERVIEWE Micheline Lanctôt					
M O N D E					
Exploitation minière canadienne au Pérou: toucher le fondp.ıy Au cœur de la contestation					
altermondialiste à Parisp.ı					
Les belles histoires des pays d'anglo p. r Sri-Lanka:					
Le tigre tamoul sort de l'hibernation p. ı					



CULTURE

Taire le docup.	.19
Cinéma à l'UdeM: bonnes intentions,	
mauvaise fréquentation	.20



Les artistes en fument-ils du bon?p.20
La tête qui dépasse:
Chronique BD
Chronique CD
L'œuvre au noir
BD: Arabesque 8/16

Quartier Libre

DIRECTRICE

Mikaëlle Monfort monfortmikaelleæhotmail.com

CHEFS DE PUPITRE

Campus : Alexandre Benoit alexandrebenoit73@hotmail.com Société/Monde : Samuel Auger neoway@hotmail.com Culture : Eric Dussault

DIRECTION

INFO VISUELLE
Calculmental @altern.org

PHOTOGRAPHES

Dominic Gauthier- gauthdom@hotmail.com François Meloche, Steeve Duguay

ILLUSTRATEUR

Calcul Mental

COLLABORATEURS

Martin Auger, Serge Bergeron, Annick Chainey, Jorge Falla, Paul Journet, Mélanie Parent-Couturier, Estelle Puig, Jean-François Rioux, Joan Roch, Nancy Ross, Caroline Roy,

CORRECTEUR Serge Bergeron

INFOGRAPHIE © Zirval Design & Imprimerie (514) 525-3781

PUBLICITÉ
Acrès-Média (121-1182)

Accès-Média (524-1182) IMPRESSION

Prime-Litho

DISTRIBUTION R.C. Graphiques

Le *Quartier Libre* est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par *Les Publications du Quartier Libre*, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993.
Bimensuel, le *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs. Nos bureaux sont situés au: 3200, rue Jean-Brillant (Local 1274-6) C.P. 6128, succ. Centre-Ville, Montréal (Québec)
Tél.: (514) 343-7630 - Téléc.: (514) 343-7744
Site Web: www.ql.umontreal.ca
Courriel: quartier libre abnotmail.com

Le *Quartier Libre* est membre de la Presse universitaire indépendante du Québec (PUIQ) Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec Bibliothèque nationale du Canada ISBN 1198-9416

ISBN 1198-9416 Tout texte publié dans le *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

PROCHAINE
PARUTION
Mercredi 14, janvier 2004
PROCHAINE
TOMBÉE
Jeudi 8 janvier 2004

EXPRESSION FEUQUÉE

Mikaëlle MONFORT

Sensibiliser les étudiants universitaires sur plusieurs sujets d'actualité» et «dévelopleur conscience sociale à un plus

per leur conscience sociale à un plus grand degré», voilà la mission que la FEUQ veut assigner à «l'Expression étudiante» (titre encore provisoire), la revue étudiante qu'elle souhaite lancer prochainement.

La FEUQ entend accorder à «l'Expression étudiante» les moyens de l'ambition qu'elle lui a fixée, aussi a-t-elle concocté un plan de financement qui prévoyait un budget de 673 425 \$dans une première version établie en février dernier.

Pour boucler ce plan de financement, la FEUQ sollicite désormais une subvention d'un montant de 145 000 \$ auprès du Fonds Jeunesse Québec (FJQ). Selon, l'attachée de presse de la FEUQ, Carole Cardinal, cette somme devrait permettre de couvrir les dépenses en salaires des neuf premiers mois d'exercice.

Pour produire les quatre numéros annuels prévus à ce stade, la FEUQ envisage le recrutement d'un(e) rédacteur en chef, d'un(e) secrétaire de rédaction et d'un(e) directeur de la promotion et de la publicité qui travailleraient à temps plein. À cette équipe permanente, se joindraient en fonction des besoins, des pigistes journalistes, graphistes, photographes, etc.

À 145 000 \$, la demande de subvention de la FEUQ est significativement mois élevée que celle envisagée en février dernier, puisqu'à cette époque c'était 442 680 \$ qui devaient être demandés sur deux ans.

Si le 18 décembre prochain, le FJQ décidait d'attribuer les 145 000 \$ demandés à la FEUQ, cela constituerait beaucoup moins que ce qui avait été envisagé initialement. On peut donc présumer que *l'Expression étudiante* n'aura alors d'autre choix que de chercher à augmenter ses recettes publicitaires pour boucler son plan d'affaires. Le projet, tel qu'il a été conçu,

présente en effet peu de variables d'ajustement puisque sa périodicité (4 numéros par an), son tirage (110 000 au minimum, soit un numéro publiposté par étudiant) et la taille de l'équipe permanente (trois personnes à temps complet seulement) peuvent difficilement être revus à la baisse. Les frais logistiques ne pourront pas non plus être allégés puisque c'est la FEUQ qui les assumera complètement en hébergeant la revue dans ses locaux et en lui prêtant gracieusement son matériel et ses lignes téléphoniques, selon Carole Cardinal.

En février dernier, il était prévu que les ventes de publicité s'élèveraient à 400 000 \$ par exercice, soit 100 000 \$ par numéro publié. Ce montant représentait alors 60 % du budget de la revue. Alléguant des raisons de confidentialité, la FEUQ n'a pas souhaité m'indiquer les recettes publicitaires qu'elle escomptait désormais pour *l'Expression étudiante*, ni même le ratio que ces recettes représenteraient par rapport au budget total du journal.

Or, ce sont précisément ces recettes publicitaires, qu'elles soient de 400 000 \$ ou plus qui suscitent de vives inquiétudes parmi les journaux étudiants de campus qui craignent que leurs propres recettes ne soient décapitées par l'arrivée de ce nouveau venu.

Du côté de la FEUQ, on affirme ne pas vouloir nuire aux journaux étudiants de campus, mais aucune étude n'a manifestement été engagée pour le moment afin d'évaluer l'impact de l'arrivée de l'Expression étudiante.

Pourtant, dans son document de février dernier, la FEUQ écrivait déjà que *l'Expression étudiante* avait toutes les chances de rencontrer le succès car «*la FEUQ dispose d'une véritable situation-clé par rapport à l'accès au marché étudiant universitaire puisqu'une majeure partie des étudiants sont membres de la Fédération»*. Un argument

qui devrait être propre à démarcher sinon à convaincre les annonceurs nationaux.

De fait, dans la mesure où la majorité des fédérations et associations étudiantes ont déjà accepté de communiquer le moment voulu les coordonnées de leurs membres à la FEUQ, celle-ci aura un accès privilégié à environ 110 000 étudiants sur les 150 000 que compte le Québec.

Mais que recevraient les étudiants à leur domicile? «À l'évidence une revue qui aura à cœur la défense des intérêts des étudiants puisque c'est la mission de la FEUQ», s'exclame Carole Cardinal.

Pour s'assurer que la revue ne déviera pas de cette mission, le projet élaboré en février 2003 prévoyait de mettre sur pied une fiducie indépendante de la FEUQ dont le conseil d'administration aurait notamment pour objet de définir la politique éditoriale que le rédacteur en chef aurait à «respecter». Pour le moment, la FEUQ dit n'avoir aucune idée de qui siégera au conseil d'administration de l'Expression étudiante et n'a pas non plus précisé qui recrutera le rédacteur en chef de la revue.

Mais, «l'Expression étudiante ne sera pas la revue de la Fédération mais bien la revue des étudiants universitaires québécois. Il ne s'agira aucunement d'un outil de propagande ou de communication de la FEUQ.» Puisque c'est écrit dans le plan d'affaires!

Pour ceux et celles qui trouveraient trop consensuel le ton de ce billet, je dois confesser que je me suis laissée infléchir par mes lecteurs raëliens qui me faisaient récemment savoir qu'ils craignaient que j'entraîne «à la haine puis à la violence envers des êtres humains parce qu'ils sont différents».

Alors, surtout une bonne fin de session et d'année à nos lecteurs, nos collaborateurs et à Éric Dussault, notre chef de pupitre culture qui voguera bientôt vers l'Europe.



Le Service des activités culturelles est en pleine expansion!



Le Service des activités culturelles (SAC) connaît une croissance continue malgré les rénovations qui ont occasionné la fermeture du Centre d'essai l'an dernier. De plus en plus d'étudiants désirent s'inscrire à un des nombreux ateliers qu'offre le SAC. La hausse de la participation est aussi marquée dans le taux d'assistance des étudiants aux différentes activités de diffusion culturelle du Service.

Depuis les trois dernières années, la participation des étudiants aux différents ateliers de formation du SAC augmente continuellement. En trois ans, les inscriptions étudiantes ont connu une augmentation moyenne de 32 %, pour la session d'automne seulement. En tout, 1549 étudiants participent aux 110 ateliers de formation offerts au SAC.

De toute évidence, la répartition de l'offre de formation du SAC est très efficace. Le SAC propose un large éventail d'ateliers, mais ajuste toujours son offre à la demande des participants : ainsi, il est toujours possible de créer un nouveau groupe lorsque la demande le justifie. Cette grande flexibilité permet de satisfaire un plus grand nombre d'étudiants. Notons

aussi que la nouvelle possibilité de s'inscrire par Internet a grandement facilité l'inscription aux différents ateliers.

Toutefois, les ateliers ne sont que la pointe de l'iceberg du SAC : la plupart des activités culturelles du campus sont faites en collaboration ou carrément initiées par le Service. En effet, le Ciné-campus, les représentations théâtrales, les productions de danse, et plusieurs concerts existent grâce au SAC. La popularité de ces événements va grandissant : l'an dernier, plus de 25 500 personnes ont participé à une ou plusieurs activités du SAC.

Avec la réfection du Centre d'essai, mais surtout avec une équipe dynamique et un fonctionnement qui s'adapte facilement à la demande estudiantine, le SAC risque fort de poursuivre sur sa lancée. Vous pouvez vous aussi participer aux ateliers du SAC ou assister aux événements artistiques proposés par le Service. Il vous suffit de consulter le site www.sac.umontreal.ca. Vous pouvez aussi téléphoner au 343-6524 ou vous présenter au secrétariat du SAC (Pavillon J.A. de Sève, local C-2524).



HORAIRE DE LA SESSION D'HIVER

6 janvier	Sc. politique VS Biologie	3 février	Biochimie VS Communication/politique	2 mars	Économie VS Biologie
	Nutrition VS Kinésiologie		Économie/politique VS Kinésiologie		Traduction VS Physique
	Biochimie VS Économie/politique		Lettres et sc. humaines VS Médecine		Sc. politique VS Histoire CS
	Communication/politique VS Ét. françaises		Droit VS Physique CS		Lettres et sc. humaines VS Ét. frança
13 janvier	Lettres et sc. humaines VS Criminologie	10 février	Histoire VS Criminologie	9 mars	Semaine de relâche
	Physique CS VS Histoire		Urbanisme VS Sc. politique	16 mars	Kinésiologie VS Physique CS
	Droit VS Médecine		Économie VS Enseignement secondaire		Histoire VS Communication/politiqu
	Urbanisme VS Physique		Traduction VS Biologie		Droit VS Économie/politique
20 janvier	Économie VS Sc. politique	17 février	Physique VS Histoire CS		Criminologie VS Biochimie
	Traduuction VS Enseignement sec.		Nutrition VS Lettres et sc. humaines	23 mars	Médecine VS Nutrition
	Biologie VS Histoire CS		Biochimie VS Physique CS		Urbanisme VS Biologie
	Nutrition VS Études françaises		Économie/politique VS Histoire		Économie VS Physique
27 janvier	Carnaval - Match des étoiles	24 février	Économie/politique VS Droit		Traduction VS Sc. politique
			Kinésiologie VS Criminologie		Enseign. secondaire VS Histoire CS

Études françaises VS Médecine
Urbanisme VS Ens. secondaire

2 mars	Économie VS Biologie	30 mars	Éliminatoires		
	Traduction VS Physique	1)	1er de la division FAÉCUM VS 2e de		
	Sc. politique VS Histoire CS		la division CISM		
	Lettres et sc. humaines VS Ét. françaises	2)	2e de la division FAÉCUM VS 1er de la division CISM		
9 mars	Semaine de relâche	3)	1er de la division CONTINUUM VS		
16 mars	Kinésiologie VS Physique CS		2e de la division BALUCHON		
	Histoire VS Communication/politique	4)	2e de la division CONTINUUM VS 1er de la division BALUCHON		
	Droit VS Économie/politique	6 avril	Finales		
	Criminologie VS Biochimie	5)	Vainqueur de 1) VS vainqueur de 2)		
23 mars	Médecine VS Nutrition	6)	Vainqueur de 3) VS vainqueur de 4)		
	Urbanisme VS Biologie		Vainqueur de 5) VS vainqueur de 6		
	Économie VS Physique				
	Traduction VS Sc. politique		Veuillez prendre note		

que tous les matchs de Bols

et Bolles se tiennent les mardis à 19h aux Grandes gueules (5615 Côte-des-

GROUPES RELIGIEUX SUR LE CAMPUS

MAUX DE FOI

Il y a 1500 étudiants musulmans pratiquants à l'UdeM. Lorsque vient le temps de faire la prière en semaine, le compromis trouvé par l'Université est l'usage de cages d'escaliers proches des salles de fournaises. Et le vendredi, c'est pire. L'Association étudiante musulmane, comme les autres liant les écoles affiliées et l'UdeM, est contrainte depuis septembre de payer 75 \$ pour réserver un local pour la principale célébration de la semaine.

C a r o l i n e R O Y babill

L'Université nous a toujours dit que les dispositions pour la prière du vendredi, c'est un service qu'elle nous polyte

rend. À la constatation du coût que ça comporte depuis septembre [celui de la salle de la prière du vendredi], c'est un fardeau de plus qui s'ajoute à nos préparations. Car en plus du manque de locaux en semaine, nous nous devons de trouver un Imam pour la célébration du vendredi».

Ces paroles sont celles de Lotfi Bouamrane, président de l'Association des étudiants musulmans de l'Université de Montréal et des écoles affiliées. La fin du protocole d'entente entre les écoles affiliées et l'UdeM a affecté grandement la marche normale des pratiques religieuses de l'association. «On n'aurait pas eu ce problème-là à Concordia ou à McGill. McGill possède sa propre salle de célébration. Concordia, par surcroît, possède un local d'association et trois salles de prières. Depuis la fin du protocole d'entente entre HEC, Polytechnique et l'UdeM, sur la location de la salle du Pavillon J-A de Sève, les agents de sécurité sont clairs : si des étudiants de Polytechnique et des HEC s'y trouvent, une patrouille pourrait être envoyée pour vérifier leurs pièces d'identité.»

L'AEP CATÉGORIQUE

Le manque d'espace est la réponse invoquée par l'AEP qui refuse toujours cette année de leur prêter un local de prière. Durant le dernier ramadan, une centaine de pratiquants musulmans ont réussi à s'entasser dans l'escalier lors d'une célébration particulière.

Interrogé à ce sujet, Pierre Laurent, président de l'Association des étudiants à la Polytechnique, explique que l'octroi de locaux s'effectue selon des critères précis. D'abord, seul un comité de l'AEP peut en faire la demande. Pour être reconnu comme un comité par l'AEP, le groupe d'étudiants doit être ouvert à tous et tenir des élections où chacun – sans discrimination à l'égard de sa nationalité, religion, sexe, etc. – peut se présenter. M. Laurent explique que «l'association refuse de reconnaître le groupe d'étudiants musulmans en tant que comité, car il ne répond pas à un besoin de la communauté étudiante de la Polytechnique. Les étudiants viennent avant tout à la Polytechnique pour étudier en génie, non pas pour pratiquer une religion.» De plus, il annonce que le nouvel édifice de la Polytechnique ne changera rien à la situation actuelle : «tous les locaux de ce bâtiment sont déjà réservés à d'autres fins.»

Pour M. Laurent, l'AEP adopte la politique laïque et officielle de l'Université de Montréal. C'est-à-dire qu'aucune religion n'est privilégiée au détriment des autres. «Si les juifs ou les catholiques demandaient un local à la Polytechnique, on refuserait aussi», affirme-t-il. Si l'Association des étudiants musulmans peut placer ses affiches sur l'ensemble du campus de l'UdeM, elles demeurent interdites à la Polytechnique. Selon M. Laurent, les affiches se révèlent trop

propagandistes pour obtenir une place sur les babillards de la Polytechnique. Contrainte institutionnelle? «Les trois entités du campus (l'École des hautes études commerciales, l'École polytechnique et l'UdeM) possèdent leur propre charte et sont toutes laïques», explique Bernard Motulsky, directeur des communications à l'UdeM. Jonathan Harvey, secrétaire général de la FAÉCUM,

rappelle que le manque de locaux est une réalité répandue sur l'ensemble du campus. «Plusieurs associations d'étudiants se voient refuser un accès à un local par manque d'espace, tout simplement.» D'ailleurs, aucun groupe religieux ne possède un local sur le campus.

ET LES AUTRES RELIGIONS?

Pourtant, à deux pas de l'Université, le Centre Benoît-Lacroix offre des sessions de pastorale pour les pratiquants catholiques. Les étudiants juifs peuvent également se rencontrer entre eux au centre Hillel Montréal, sur la rue Gatineau, quoiqu'il s'agisse du maillon d'une chaine de 500 maison dont le financement ne dépend pas de l'université. Pour leur part, les bouddhistes, qui pratiquent leur religion sur une base plus individuelle, ne réclament aucun espace en particulier.

C. DOMINICE CATALINES

Alexandre BENOIT

Pour l'instant, on n'envisage aucune poursuite contre l'UdeM. On veut que le problème reste à l'interne. La principale crainte que nous ayons, à court terme, concernant

le recours à de tels moyens, est que cela vienne jeter

de l'huile sur un feu déjà ardent. Mais à moyen et

long terme, si l'Université ou les écoles ne bougent

LE TIERS DES MUSULMANS PRATIQUANT SUR LE CAMPUS SONT À L'ÉCOLE POLYTECH-NIQUE. UN ENDROIT OÙ LES TENSIONS AVEC LA DIRECTION S'AVÈRENT TRÈS VIVES.

RECOMMANDATION DU MEQ

En 2001, face à la diversité religieuse présente dans les écoles québécoises, le comité des affaires religieuses du ministère de l'Éducation a publié un document intitulé Rites et symboles religieux à l'école. Défis éducatifs de la diversité. Le comité des affaires religieuses recommande aux écoles de tenter certains accommodements pour éviter toute forme de discrimination fondée sur la religion. Ce qui signifie «qu'une institution doit prendre des mesures en faveur de certaines personnes présentant des besoins spécifiques, afin d'éviter que des règles en apparence neutres aient pour effet de compromettre l'exercice d'un droit en toute égalité.» Énumérant des exemples d'accommodement, le comité écrit qu'il «peut s'agir de rendre disponible un local pour la

Selon Lorraine Leduc, coordonnatrice au Secrétariat des affaires religieuses au MEQ, «les universités sont au courant des recommandations de ce document, qui demeure une référence dans les départements de théologie par exemple.»

pas, des solutions plus musclées ne sont pas exclues».

Le feu déjà ardent décrit par le président de l'Association des étudiants musulmans de l'UdeM et des écoles affiliées, Lotfi Bouamrane, c'est la poursuite intentée par cent étudiants de l'École de technologie supérieure. Le groupe étudiant de l'ETS, par un ultime recours juridique, cherchait à trouver une solution au manque criant de locaux destinés à la prière et à une attitude discriminatoire de l'administration à leur endroit. Rendue publique et prise en main par le Centre de recherche-action sur les relations raciales (CRARR) le 8 avril dernier, la cause risque de coûter cher à la direction de l'ETS : un million \$, soit 10 000 \$ par personne.

«Dans le cas de l'ETS, il a fallu prouver qu'il y a une politique formelle en application. À cette fin, il a fallu répondre à trois questions: est-ce qu'il y a une politique claire en matière de laïcité?, est-ce que cette politique contrevient à la Charte canadienne des droits et libertés? et, dans le cadre de son application, est-ce que celle-ci [l'application au quotidien] contrevient à la Charte? Aux trois questions, les réponses ont été trois fois oui, ce qui explique la poursuite que nous avons intentée contre l'établissement?», explique Fo Niemi, directeur général du CRARR.

UNE JURISPRUDENCE DIFFICILE À APPLIQUER

L'Association des étudiants musulmans de l'UdeM et des écoles affiliées craint d'exacerber

les tensions avec l'administration des trois entités du campus. Les deux parties devant

composer avec un espace restreint, l'Université de Montréal laisse, pourtant, une bonne

visibilité au Centre Benoit-Lacroix, offrant...des cours de préparation au mariage religieux.

Selon la Commission des droits de la personne et de la jeunesse, des dispositifs sont prévus afin que des groupes religieux puissent exercer leur plein droit de pratique au sein d'un établissement scolaire. «L'article 20 de la Charte québécoise des droits de la personne prescrit que les institutions publiques ont une obligation d'accommodement lorsque vient le temps d'offrir des dispositions à des groupes religieux présents sur un campus par exemple», explique M° Pierre Bosset, directeur de la recherche à la Commission des droits de la personne et de la jeunesse.

Et quelles sont les mesures prévues par la loi, dans le cas d'une institution universitaire désirant faire la promotion d'une organisation religieuse sur son campus? Selon M° Bosset, «la jurisprudence, tant québécoise que canadienne, ne mentionne aucun cas auquel on peut se référer comme juriste, dans une cause où une université peut apposer son logo sur une brochure d'un groupe religieux désirant faire la promotion de certains de ses ateliers».

UN MARIAGE ON NE PEUT PLUS CATHOLIQUE

L'UdeM offre pourtant de la visibilité à un organisme religieux sur son campus. Dépourvu de sommes budgétaires octroyées par l'Université à la suite d'un référendum tenu par la FAÉCUM, où 60% des étudiants se sont 3prononcés en faveur de la prépondérance d'aucune religion en son sein, le service de pastorale du centre Benoit-Lacroix doit assurer une laïcité à ses étudiants, malgré «un budget provenant à 50% de l'archevèché de Montréal et de la Maison-mère des Pères dominicains», précise le directeur général du Centre Benoit-Lacroix, Maurice Brousseau.

Une laïcité qui laisse voir un faille non dépourvue d'intérêts. La fin du protocole de financement du Service de pastorale par l'UdeM coïncidait avec le début d'une nouvelle entente entre la Direction des Services aux étudiants (SAÉ), permettant, sur le campus, l'affichage de publicités des activités du Centre. Entre autres activités, la diffusion d'une brochure d'inscription à des cours de préparation au mariage (*Demain, mariage*), des cours...pas très laïques. Au menu : préparation psychologique au sacrement du mariage selon les textes et enseignements bibliques.

Réponse de Maurice Brousseau : «Ça fait partie du protocole d'entente avec les SAE. Nous sommes considérés comme un service non subventionné de l'Université. Avec une baisse budgétaire avoisinant les 200 000 dollars en 1997, c'était la moindre des choses que la Direction des services aux étudiants nous offre cette visibilité sur le campus. Avec notre support dans le projet Cigogne, entre autres, ça prenait bien une reconnaissance pour nos 25 ans de présence sur le campus.»

Offres sensationnelles à la boutique des étudiants!





Revendeur agréé



Local B-2200 Tél.: 514.343.2313 www.micro2200.ca

Heures d'ouverture:

Lundi au Vendredi: 9:00-17:00 Samedi: Fermé



- Écran 17 pouces G4 1 GHz 128 Mo 60 Go
- · Combo DVD-ROM/CD-RW · ATI Radeon 7500 32 Mo

999\$



GRATUIT

Imprimante Lexmark Z705 & cartouche photo gratuite Valeur totale de 140\$

À l'achat d'un Powerbook 12 po, iBook, iMac et eMac, après les rabais postaux. Prend fin le 23 déc.03

iBook

- · Écran 12 pouces · G3 900 MHz · 128 Mo · 40 Go Combo DVD-ROM/CD-RW • ATI 7500 32 Mo.
- Imprimante Lexmark Z705 et cartouche photo

1199\$ ou 37 5/moist



Office X pour les étudiants

109\$

표 Édifice 2 e étage 3200 - Droit Grande

† 0\$ à l'achat 0\$ résiduel, sur 36 mois, taxes en sus, détails en magasin. Quantités limitées. Nous ne sommes pas responsables des erreurs sur les descripti Photos à titre indicatif. Apple et le logo Apple sont des marques déposées d'Apple Computer inc., enregistrées aux États-Unis et autres pays. Fureteuren oret Ateliers et services

CULTURE

Musique SACAJAZZ

L'ensemble vocal de jazz du SAC

Sous la direction de Caroline Nadeau 11 décembre à 20 h

Centre étudiant / Pavillon J.-A.-DeSève, 6e étage

Entrée: 5 \$ (étudiants U de M) 10 \$ (grand public)

Les Voix de la montagne

Jouez hautbois, résonnez...

Sous la direction de Bruno Dufresne

13 décembre à 20 h

Église Saint-Nom-de-Jésus 4215, rue Adam (angle Desjardins)

Pie-IX et autobus 139 Sud

Entrée: 12 \$ (étudiants U de M) 18\$ (grand public)

Le Chœur gospel du SAC

Sous la direction de Vivienne Deans

13 décembre à 20 h

Centre étudiant/Pavillon J.-A.-DeSève, 6e étage

Entrée: 5 \$ (étudiants U de M) 10 \$ (grand public)

Info-MUSIQUE: 343.6111, poste 4692

Théâtre

Petit-TUM, théâtre pour enfants

Joyeux Noël Charlie Brown!

de Charles Schultz

Mise en scène de Louis-François Grenier 6. 7. 13 et 14 décembre

Samedi et dimanche à 13 h et 16 h

Centre d'essai

Centre étudiant/Pavillon J.-A.-DeSève

Entrée: 5 \$ (enfant et étudiant U de M)

10 \$ (adulte)

Info-THÉÂTRE: 343.6111, poste 4691

www.sac.umontreal.ca



ENTRAIDE

Campagne des paniers de Noël

Jusqu'au 10 décembre

Collecte de denrées non périssables, de jouets, de livres et de dons en argent au profit des étudiants dans le besoin de l'UdeM. Des endroits sont prévus dans les pavillons pour déposer les dons.

Pour recevoir un panier de Noël, une demande doit être déposée auprès de la conseillère du dépannage alimentaire et de l'aide d'urgence, Amantina Osorio.

Info-PANIERS: (514) 343.7896 www.serdahc.umontreal.ca



Services aux étudiants

Service des activités culturelles [SAC] 2332, boul. Édouard-Montpetit, bureau C-2524 (514) **343.6524** www.sac.umontreal.ca

Service d'orientation et de consultation psychologique [SOCP] 2101, boul. Édouard-Montpetit, 3º étage

Consultation psychologique, orientation et ateliers: (514) **343.6853** Information scolaire et professionnelle: (514) **343.7890**

www.socp.umontreal.ca

Service de santé 2101, boul. Édouard-Montpetit (514) 343.6452

www.sante.umontreal.ca

Service d'action humanitaire et communautaire [Service d'AHC] Pavillon 3200, rue Jean-Brillant, local B-2253 (514) 343,7896

www.serdahc.umontreal.ca

Service universitaire de l'emploi [SUE] Centre étudiant/Pavillon J.-A.-DeSève 2332, boul. Édouard-Montpetit, local A-0304 (514) 343.6736

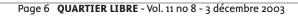
www.emploi.umontreal.ca

Services socio-économiques [SSE] Centre étudiant/Pavillon J.-A.-DeSève 2332, boul. Édouard-Montpetit • Bureau de l'aide financière [BAF]

- (514) **343.6145** (messagerie vocale)
- (514) 343.0143 (Illessagerle vocale) www.baf.umontreal.ca Bureau des étudiants handicapés [BEH] Local B-4439 (514) 343.7928 ou (514) 343.7013 www.beh.umontreal.ca
- bureau du logement hors campus
 Local B-3429
 (514) 343.6533
 www.logement.umontreal.ca

 Bureau des étudiants internationaux [BEI]
- Local C-351 (514) 343.6935 (514) **343.6111**, poste **5366**





CAMPUS

BRÈVES

CAMPUS

Conférence sur la Palestine annulée à Toronto

Toronto (*The Varsity*)-(CUP)- Une coalition d'étudiants palestiniens partent en guerre contre l'Université de Toronto. Al-Awda avait réservé un espace sur le campus, question d'y tenir un kiosque dans le cadre de la conférence pour la solidarité palestinienne les 22 et 23 novembre. L'Université, cependant, annulait la réservation le vendredi 21.

Selon Susan Bloch-Nevitte, la porte-parole de l'Université de Toronto, «la conférence avait un but exclusif: les participants devaient fournir un appui inconditionnel au retour des Palestiniens dans leur terres d'origine et considérer que la solution des deux États n'était pas une bonne solution pour le peuple palestinien. Donc, nous leur avons laissé le choix: ou vous abandonnez le but de l'unité pour votre réunion ou vous n'aurez pas de locaux».

Un argument que les étudiants palestiniens de Toronto préfèrent réfuter. Selon Hazem Jamjourn, membre du collectif des étudiants arabes et de la cellule Al-Awda, «l'administration nous sert l'argument selon lequel satisfaire un groupe plutôt que l'autre engendrait une demande de la part d'autres groupes idéologiques. Mais en réalité, on peut voir qu'elle peut s'opposer, à la demande de groupes idéologiques nationaux, à la volonté de ses étudiants de s'organiser».

La semaine précédant la conférence, le groupe de presion juif B'Nai Brith Canada, dans un communiqué de presse, accusait le groupe Al-Awda «*d'endosser toutes formes de violence, incluant le terrorisme*».

Une éducation aux autochtones à changer

Regina-(CUP)- L'enseignement de la culture et des langues des Premières Nations à l'université consiste en une lame à double tranchant car, du niveau primaire au niveau universitaire, il tient les communautés autochtones responsables du déclin de leur propre culture et de leur propre langue. C'est du moins ce que constate la professeure Verna St-Denis, coordonnatrice du programme d'études amérindiennes de l'Université de la Saskatchewan.

«Le renouveau culturel autochtone auquel on assiste en classe dans les réserves se fait par le biais d'un discours qui montre du doigt les victimes [les communautés autochtones] de la colonisation comme cause responsable du déclin de leur propre patrimoine», explique madame St-Denis.

La professeure St-Denis, d'origine Cree et Métis, a interviewé plusieurs professeurs autochtones dans les provinces du Canada anglais. La majorité d'entre eux ont affirmé qu'ils s'exprimaient en anglais en classe, leurs parents n'ayant jamais conversé avec eux dans leur langue maternelle.

GROUPES PROGRESSISTES SUR LE CAMPUS

MILITANTS SCRUTÉS

Un combat, deux visions. À la veille de la mise sur pied du comité SCRUTÉ de la FAÉCUM chargé d'agir pour l'investissement éthique, les désirs de sensibiliser et d'agir semblent être non conciliables, partagés entre les initiatives de la CIEL et de la FAÉCUM. L'arrêt, il y a huit ans, du financement d'une association conciliant les deux par la FAÉCUM, le Groupe de recherche en intérêt public peut-il tout expliquer?

Alexandre BENOIT

is sur pied après presque deux ans de consultation, le Comité pour la surveillance de la consommation responsable et des investissements éthiques (SCRUTÉ) vise entre autres à l'étendue de l'offre du café équitable et de l'investissement éthique sur le campus. «Ce n'est pas un comité de sensibilisation, mais un comité d'actions. Bien que nous nous soyons rencontrés quatre fois, aucune somme ne nous a été encore octroyé», explique Christine Renaud, responsable du comité.

L'un des objectifs du groupe est de travailler de concert avec Investissement Responsable, un organisme travaillant à la promotion de l'achat d'actions de compagnies assumant une gestion éthiquement acceptable. Ce groupe est l'œuvre de François Rebello, ancien secrétaire général de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal en 1994. «Le financement se fait attendre, car on veut se donner la chance de bien délimiter les bases du comité, d'avoir un capital à investir, ça prend du temps. Si on veut fixer les échéances de la mise en branle du comité, ça se calcule en mois, pas en semaines», explique Philippe Bélanger, coordonnateur aux affaires institutionnelles à la FAÉCUM.

Pour l'heure, le comité sur la responsabilité sociale de la CIEL, dans cette veine, cherche à poursuivre son chemin dans la voie de la sensibilisation. «Le travail que l'on privilégie en est un d'éveil aux nouveaux problèmes de consommation et d'éthique», explique Jonathan Charlebois, responsable des communications de la CIEL. Sensibilisation et action : les deux ne faisaient pourtant qu'un au temps du Groupe de recherche en intérêt public (GRIP). Coïncidence?

L'UNION NE FAIT PLUS LA FORCE...

Ce qui a mené à l'abolition du financement par cotisation automatique non obligatoire (CANO) du GRIP en 1994, est davantage un contexte administratif auquel la FAÉCUM devait se soumettre. «La FAÉCUM, par voie de référendum, a dû nous couper les vivres parce que l'Université de Montréal ne permettait pas un financement d'une association qui ne passait pas par la Fédération», explique Steven Guilbeault, dernier porte-parole du GRIP.

Une décision qui a eu des conséquences fâcheuses sur le devenir de nombreux projets déjà mis en route par l'organisme en trois ans. Au moment même du vote sur l'arrêt du financement lors du Congrès annuel de 1994, le GRIP est venu à un cheveu de signer une entente sur la limitation de l'usage des pesticides sur les espaces verts du campus. Autre projet dont on observe encore l'application aujourd'hui, par d'autres acteurs toutefois : le compostage sur le campus.

«On a amorcé ce projet à l'époque où le GRIP percevait encore un financement. Il a pris son envol entre 1994 et 1995, au moment même où les vivres étaient coupés. Cela a pris la contribution de quatre bénévoles pour le mettre sur pied », explique l'actuel porteparole de Greenpeace pour le Québec.

SANS TOIT, NI DROIT

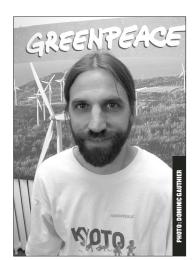
Mais ce qui a fait perdre le plus au mouvement, c'est le temps, et surtout l'argent dévolu à dénicher les lieux de son quartier général. «Ce qui est ironique, c'est que le GRIP demandait un local à l'Université depuis le début. On a attendu au total quatre ans avant de se faire octroyer un emplacement (sic) aussi gros qu'un garde-robe. Durant ce temps d'attente du budget que l'on recevait, on a dû dépenser, bon an mal an, de 10 000 \$ à 12 000 \$ par an pour louer un appartement dans le quartier afin d'avoir une adresse civique. Et ce local, on l'a

obtenu quelques jours avant la dissolution du groupe», explique M. Guilbeault.

Dans la dernière année, faute de financement par cotisations de la part de la Fédération, des référendums locaux ont eu lieu dans un total de quatre associations départementales, dont l'association de médecine et d'anthropologie. On voulait doter le groupe, déjà sous respirateur artificiel, d'un budget de survivance. Mais «passer d'un budget annuel de près de 100 000\$ à un fonds de 15 000 à 20 000 \$ par an, alors que l'Université ne nous avait toujours pas octroyé de locaux, ça nous limitait dans nos actions», explique Steven Guilbault.

Ce que Steven Guilbault omet toutefois de préciser, c'est qu'à la même époque, le seul salaire de la coordonnatrice atteignait 30 000 dollars par an.

Grassement payée? «Si l'on tient compte que dans la pire année, l'année scolaire 1994-1995, on attirait un total d'environ 50 bénévoles pour la mise sur pied de nos projets, ça prenait absolument quelqu'un pour gérer l'assignation et la coordination des activités du groupe», rétorque Steven Guilbault.



STEVEN GUILBAULT

Et le GRIP-UQAM dans tout cela? « Les membres du conseil d'administration ne reçoivent aucune rétribution», confirme France Bédard, porte-parole du groupe de l'UQAM. Une absence de moyens qui a ses conséquences : le groupe travaille encore à convaincre l'UQAM des vertus du recyclage du plastique. L'Université de Montréal peut donc se consoler puisque l'avènement des paniers de tri à la source (depuis cette année) inclut le recyclage de cette matière sur le campus.





RÉAGIR À LA

n avril dernier, j'ai été plutôt surpris d'apprendre qu'en proportion, les personnes âgées avaient été plus nombreuses à se rendre exercer leur droit de vote que les étudiants de 18 ans et plus. Tout autant, je ne peux m'empêcher d'être surpris parce que des contribuables déclarent dans les médias à propos de la grève à la STM : «C'est ça la vie, qu'est-ce que vous voulez qu'on y fasse?» Mais est-ce que la raison d'être de la STM n'est pas d'abord de répondre à un besoin des citoyens? Les usagers n'en sont-ils pas les clients?

Je ne juge pas ici la grève de la STM qui affecte davantage les étudiants plus que n'importe quelle clientèle. J'en suis même quelque peu solidaire et je ne crois pas que les travailleurs «prennent en otage les usagers» afin d'orchestrer un moyen de pression. Cependant, heureusement que le salaire des travailleurs de la STM ne dépend pas de la qualité des services qui y sont offerts... Toutefois, c'est stupéfait que je me sois rendu lundi dernier à mes cours et que j'aie pu constater l'absence de réaction des étudiants

Certes, nous avons un pouvoir si nous avons le courage de nous rassembler et de déployer un minimum d'efforts. Plusieurs mentionnent qu'il est plus ardu que jamais de mobiliser les étudiants, la jeune génération. Sommes-nous blasés, démotivés ou trop individualistes, là n'est pourtant pas la question.

Imaginez si un jour, la majorité des étudiants s'organisaient pour faire du covoiturage. Et si chacun de nous appelait dans la même journée son député ou son élu d'arrondissement pour faire pression. Et si tous envoyaient leur carte mensuelle par la poste à la STM avec une demande de remboursement de 30% pour les services réduits de fin novembre. Et si tous les étudiants se rendaient manifester avec les travailleurs de la STM devant leurs bureaux. Et si, dans le mois suivant le règlement du litige, tous les étudiants organisés en covoiturage continuaient cette pratique pour trente jours sans se procurer la passe mensuelle, un message bien clair serait perçu par les dirigeants de la STM.

Peut-être ne faudrait-il pas oublier que la STM augmentera de façon considérable ses tarifs et également à diminuer ses services, puis à offrir en ce moment moins à ses employés. Car le manque à gagner dans sa planification financière demeure immense. N'oublions pas qu'il résulte des coupures de notre ineffable gouvernement Charest dans les secteurs du transport public et des municipalités entre autres. Conséquemment, la ville de Montréal aussi a dû couper ses subventions à la STM. Notre réseau de transport se retrouve alors doublement coupé. Question à poser : irez-vous voter aux prochaines élections?

Maxime-Édouard CRÊTE

Étudiant en Communications et Ethnologie québécoise à l'Université de Montréal



Tous les jeudis c'est le party, de la super musique, une ambiance délirante. Viens danser sur les plus gros hits. Une soirée enivrante. Viens t'éclater et rencontrer plein de gens extra-chouettes! Heille! bière en bouteille est seulement ★ 2\$ ★ toute la soirée! Yoooupidoulaïlaï. Danser, danser, danser! s les jeudis une foule souriante et passionnée. répéter pendant des heures heille! c'est ma '. Le jeudi est une soirée exxxxtraordinaire. Viens t'éclater et laisse-toi porter par tous les jeudis les + gros hits de 1990 à aujourd'hui entrée gratuite avec ce coupon

CORRECTION de la VUE au LASER

57 Prince-Arthur e.(514) 844-1010 🔵 www.cafecampus.com



20 000 chirurgies

Expérience

Notre équipe de chirurgiens de Montréal a effectué plus de 50 000 interventions au LASIK.

Technologie

Nous utilisons le laser Bausch & Lomb 217, incluant la nouvelle technologie de correction de la vue sur mesure, Zyoptix.

Résultats

La majorité de nos patients bénéficient d'une vision 20/20 après la chirurgie.

Nos frais incluent l'examen pré-opératoire. le traitement au LASIK et les suivis post-opératoires.

*Choisissez LASIK MD et bénéficiez d'une couverture par Le Régime de Soins de Santé de la FAECUM. Offert exclusivement aux membres de la FAECUM. Le prix peut varier selon votre prescription. Applicable sur une chirurgie des deux yeux

À partir de

de l'oeil* Bonaventure

(514) 845-1515

www.lasikmd.com

Montréal Toronto

Mississauga Niagara Falls

SYSTÈMES DE VOTATION ÉLECTRONIQUES

VOTER MACHINALEMENT

Exit la carte perforée, bienvenue à l'écran tactile en couleurs! Les systèmes de vote électroniques tendent à se répandre en Amérique du Nord, au Québec y compris. Pourtant, des questions se posent encore sur la fiabilité de ces dispositifs fort onéreux pour les collectivités publiques.

Mikaëlle MONFORT

était il y a trois ans, le 13 décembre 2000. Ce jour-là, George W. Bush était officiellement déclaré vainqueur des élections présidentielles américaines par la Cour suprême 36 jours après la tenue du scrutin le 7 novembre et par 537 voix d'écart. Au premier rang des accusés pour ce monumental cafouillage? Les cartes perforées utilisées pour le vote dans l'État de Floride. Septembre dernier en Californie. La Cour fédérale d'appel décide de reporter le scrutin portant sur le recall du gouverneur de l'État en raison de la vétusté de certaines machines à voter. Les principales visées? Les machines employant des cartes perforées!

PAYER POUR AIDER L'AMÉRIQUE À VOTER

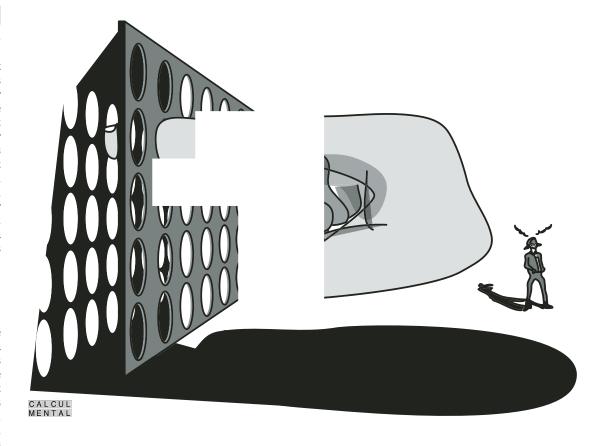
Depuis le traumatisme de l'élection de 2000, qui a ouvert une ère de doute sur la sincérité des résultats des scrutins électoraux, les États-Unis entendent se débarrasser de leurs vieilles machines et les remplacer par de nouveaux dispositifs d'ici la tenue des élections primaires qui ouvriront la course à la présidentielle au printemps 2004. Pour aider les États américains et leurs gouvernements locaux à renouveler leur matériel de vote, le Congrès américain a adopté le *Help America Vote Act* en 2002, un programme doté de 3,9 milliards de dollars US.

Car la génération de machines qui remplacera les anciennes cartes perforées est apparemment sophistiquée mais assurément onéreuse. De toute évidence, l'avenir des opérations de vote aux États-Unis passe par la mise en place de terminaux électroniques permettant de voter en appuyant sur un écran tactile où peut être présenté le visage, le nom ou le symbole des candidats.

Plusieurs compagnies privées sont présentes sur le marché des «solutions» de vote : Election Systems&Software. Omaha World-Herald Compagny, Diebold Election Systems, Accenture et Sequoia Voting System. Cependant, à ce stade, ce sont Election Systems&Software et Diebold Election Systems qui dominent le marché américain. Diebold affirme avoir 33 000 stations de vote installées aux États-Unis alors que des dispositifs ES&S ont compté en moyenne 56 % des suffrages exprimés par les citoyens américains au cours des quatre dernières élections présidentielles et législatives. Aux élections présidentielles de 2000, les systèmes ES&S avaient déjà compté 100 millions de votes.

DES SCARABÉES DANS L'URNE

Les deux systèmes de vote électronique proposés par ces compagnies, respec-



De toute évidence, l'avenir des opérations de vote aux États-Unis passe par la mise en place de terminaux électroniques permettant de voter en appuyant sur un écran tactile où peut être présenté le visage, le nom ou le symbole des candidats.

tivement le I-Votronic pour ES&S et l'Accuvote-TS, coûtent plus de 5000 \$ pièce! Faut-il considérer que la fiabilité des résultats des élections n'a pas de prix et qu'il est donc acceptable d'acquitter le coût de la confiance dans la démocratie? C'est une possibilité, pourtant les Américains ne semblent pas réellement avoir retrouvé la sérénité électorale avec l'introduction massive des terminaux de vote électronique.

En juillet dernier, une équipe de chercheurs de l'Information Security Institute, de l'Université John Hopkins, associés à des chercheurs de l'Université Rice a rendu public un rapport faisant état de la vulnérabilité du code source de l'Accuvote-TS de Diebold et de la multitude d'erreurs affectant son programme. Même si le professeur Avi Rubin, le directeur technique de l'Information Security Institute, admettait ne pas avoir la preuve que le programme étudié, téléchargé depuis un site Internet

de Diebold, était réellement celui utilisé dans l'Accuvote-TS, il se disait convaincu qu'il en était en tout cas très proche. Pour lui, les *bugs* constatés étaient de la même nature que ceux qui affectent généralement les programmes couramment utilisés, mais selon lui, les logiciels des machines à voter devraient répondre à des standards nettement plus élevés.

En mars 2002, l'État du Maryland avait acheté plus de 5000 terminaux de type Accuvote-TS pour un montant de 17 millions \$. La même année, ces machines ont été utilisées dans quatre comtés de l'État. Puis, le Maryland a passé avec Diebold un contrat d'un montant de 55,6 millions \$ pour la fourniture de 11 000 terminaux devant servir pour les primaires du printemps prochain. Le Maryland est donc l'un des premiers États américains à avoir adopté un système de vote électronique à la grandeur de l'État. En août dernier, à la suite de la publication du

rapport de l'Information Security Institute, Robert L. Ehrlich Jr, le gouverneur du Maryland, a ordonné un audit des Accuvote-TS de Diebold qui a été confié à la Science Applications International Corporation. Les résultats de cet audit ne sont pas encore connus mais déjà, à en juger par le nombre impressionnant de sites Internet consacrés à «la menace constituée par ces machines électroniques pour la démocratie américaine», on pressent que la confiance qu'elles inspirent à la population pourrait être aisément anéantie.

DISPENDIEUSES ÉCONOMIES DE PERSONNEL ÉLECTORAL

Au Québec, Marcel Blanchet, le Directeur général des élections de la province estime que «les changements intervenus dans la société rendent nécessaires la mise en place de nouveaux mécanismes comprenant notamment le vote électronique» à l'égard duquel il ne semble pas particulièrement suspicieux. Joint par téléphone, il a confirmé au *Quartier Libre* que depuis 1995, 116 municipalités ont effectué des tests en matière de vote électronique.

Le 2 novembre dernier, des tests ont eu lieu dans 18 municipalités québécoises utilisant quatre types distincts de systèmes vendus par trois compagnies différentes. Dans six municipalités, le dispositif utilisé était l'Accuvote ES 2000 mis au point par la compagnie Diebold mais vendu aux municipalités québécoises par les Conseillers en gestion et informatique (CGI Inc). Selon M. Blanchet, les tests effectués par les municipalités ont très bien fonctionné.

Pour le Directeur général des élections du Québec (DGEQ), les dispositifs de vote électronique présentent beaucoup d'avantages puisqu'ils accélèrent considérablement l'opération de vote puis le décompte des voix. Mais le DGEQ reconnaît également que «ces dispositifs sont très onéreux, même si leur mise en place pourrait permettre de réaliser des économies de personnel dans les bureaux de vote». En outre, M. Blanchet rappelle qu'à ce jour chacun des trois paliers de vote québécois, scolaire, municipal et provincial, est doté de son propre matériel de vote et qu'à compter de 2005, toutes les municipalités devront être équipées de matériel, puisque les élections municipales se dérouleront en même temps dans toute la province. «Si les trois paliers électoraux pouvaient se servir du même matériel qu'ils acquerraient en commun, cela permettrait de réaliser une substantielle économie d'échelle», se prend à rêver

TEST ANNULÉ POUR CAUSE DE 11 SEPTEMBRE...

Mais pour le moment, le palier provincial ne peut se doter de matériel électronique, car aucun test à ce palier n'a encore été tenté, ce que la loi électorale exige comme préalable à l'introduction généralisée. En 2001, un test devait avoir lieu à Blainville lors de partielles, mais le projet a été abandonné car le fournisseur—américain— du matériel n'était pas certain de parvenir à le livrer à temps en raison des attentats du 11 septembre...

Depuis, le DGEQ s'est doté d'un prototype qui lui permettra de procéder à un test lors d'une prochaine partielle provinciale. Ce prototype a été mis au point par PG Élections, une compagnie québécoise et tous ses composants sont québécoise et assemblés au Québec. Toutefois Marcel Blanchet estime encore qu'à ce stade «aucun système de vote électronique ne permettrait de réaliser une expérience concluante à l'échelle nationale».



LA DODGE SX 2.0.

MOTEUR DE 16 SOUPAPES • LECTEUR DE CD AVEC 6 HAUT-PARLEURS • PHARES ANTIBROUILLARDS • VOLANT INCLINABLE • DISPOSITIF DE PRÉVENTION DU VOL SENTRY KEY $^{\text{NO}}$ • REMISE AUX DIPLÔMÉS JUSQU'À 750 \$ • ET PLUS! VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE DODGE POUR PLUS DE DÉTAILS.



dodge.ca

DODGE SX 2.0



VIVRE POUR ROULER

DES CONTRAVENTIONS POUR LES SANS-ABRI

PAYER SA MISÈRE

Les personnes itinérantes sont harcelées par les policiers. C'est ce que démontre une récente étude menée conjointement par les groupes communautaires le Refuge des jeunes de Montréal et le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM), qui viennent de sortir des données significatives en ce qui concerne le nombre de contraventions émises aux sans-abri dans les rues de Montréal depuis les trois dernières années.

Mélanie Parent-Couturier

e sont plus de 700 contraventions qui ont été accumulées par des sans-abri lors de *l'Opération Droits devant* et qui démontrent, selon des organismes communautaires qui travaillent avec les gens de la rue, que les personnes itinérantes sont harcelées par les policiers.

«Ce n'est pas le fait d'être un sans-abri qui vaut des contraventions à ces derniers», affirme la sociologue Daphné Morin du groupe le Collectif de recherche sur l'itinérance, la pauvreté et l'exclusion sociale de l'Université du Québec à Montréal. Être mendiant est en fait considéré comme une liberté d'expression selon la Charte canadienne des droits et libertés. «En utilisant les espaces publics comme «habitat», les sans-abri sont donc plus portés à contrevenir aux règlements municipaux comme celui qui interdit d'être dans un parc après les beures de fermeture ou encore d'occuper plus d'un espace sur un banc public», explique-t-elle.

Au cours de l'été 2003, des constats d'infraction ont été donnés pour contravention aux codes de la réglementation municipale de Montréal dans près de 65% des cas observés. "Lorsque la même personne a plus de trois ou quatre constats d'infraction à son dossier, un mandat d'arrestation est déposé contre elle. Elle se retrouve donc en prison, car elle n'a pas les moyens financiers de payer les contraventions. Bref, cela est loin de régler le vrai problème des personnes en situation d'itinérance." Bernard St-Jacques, RAPSIM

L'infraction la plus fréquente (16%) était celle qui mentionne qu'il est défendu à toute personne de gêner ou d'entraver la circulation des piétons et des véhicules automobiles en se tenant immobile, en rôdant ou flânant sur les voies et places publiques, et en refusant sans motif valable de circuler à la demande d'un agent de la paix.

La mention: «Étant piéton, et vous tenant sur la chaussée pour traiter avec l'occupant d'un vébicule» représente 15% des contraventions retenues de 2000 à 2003. Puis, suit avec 11% des contraventions obtenues : «il est interdit de gêner ou d'entraver la libre circulation des voyageurs, notamment en s'immobilisant, en rôdant ou en flânant dans un vébicule ou dans une station de métro». Bref, plus de 530 constats d'infraction ont été accumulés auprès de 240 jeunes du Refuge des jeunes de Montréal qui, pour la plupart, dans ce cas, contrevenaient principalement aux règlements de la Société de transport de Montréal.



En tout, plus de 40 000\$ en coûts d'infraction imposés aux sans-abri en trois ans. L'été dernier seulement (du 1er juin au 31 août 2003), les statistiques de l'*Opération Droits devant* indique que le montant des infractions dépasse 5 000\$.

Dans un entretien téléphonique au Quartier Libre M. Bernard St-Jacques, organisateur communautaire au RAPSIM, s'est inquiété de la situation. «Le problème est que les contraventions qui ont été données restent pour l'instant impayées. Lorsque la même personne a plus de trois ou quatre constats d'infraction à son dossier, un mandat d'arrestation est déposé contre elle. Elle se retrouve donc en prison, car elle n'a pas les moyens financiers de payer les contraventions. Bref, cela est loin de régler le vrai problème des personnes en situation d'itinérance», dénonce Bernard St-Jacques. «Il ne fait que contribuer à leur fardeau financier. De plus, ils en ressortent avec un dossier judiciaire. Cela n'aide certainement pas les personnes qui désirent s'en sortir», précise-t-il.

Ce sont les jeunes qui écopent le plus des contraventions. L'âge moyen des jeunes contrevenants est d'environ 22 ans. Il y a beaucoup de «squeegees» ou des groupes qui prennent possession de l'espace par leur simple présence. En fait, «leur look punk, leur apparence plus visible et sans doute plus dérangeante poussent les

policiers à intervenir plus rapidement auprès de ces jeunes», signale M. St-Jacques.

VOLONTÉ DE RÉPRESSION DANS L'OUEST

On apprenait récemment qu'un comité de gens d'affaires de Calgary désiraient faire approuver devant le conseil municipal l'imposition d'amendes de 50\$ aux sansabri sous prétexte de «harcèlement du public». Les récidivistes recevraient des amendes de 100\$. Ce projet aurait pour but de sortir les mendiants des rues du centreville de Calgary, en plus de ramener le sentiment de sécurité des passants dans les rues de la ville. Les organismes de Calgary luttant contre la pauvreté contestent de telles mesures législatives.

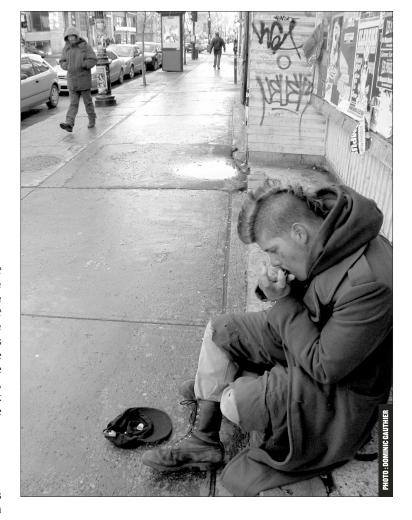
«La présence des sans-abri dans les rues de Montréal est préoccupante comme dans toutes les villes du monde», indique M. André Poulin, directeur-général de Destination centre-ville, un organisme se consacrant au développement commercial du centre-ville de Montréal. Selon M. Poulin, aucune discussion n'a été entamée dans le but de présenter un dossier qui permettrait de donner des contraventions aux sans-abri sous le prétexte de

harcèlement du public. Il ne semblait d'ailleurs pas avoir eu écho de la situation à Calgary.

«L'idée de lancer l'Opération Droits devant 2003 est apparue après l'évidence du problème de judiciarisation qui s'alourdit au quotidien», raconte M. St-Jacques. «Les échos que nous avions des altercations entre les personnes que l'on aide et les policiers nous abasourdissaient. De plus, il y a des bistoires absurdes telles qu'une contravention donnée à un jeune qui se lavait les cheveux dans une fontaine public. L'été, tout le monde ou presque se rafraîchit les cheveux à la fontaine et peu de citoyens ont reçu un quelconque avis, voire une contravention, pour ce genre d'agissement», affirme-t-il.

Toujours selon M. St-Jacques, Montréal aurait avantage à apprendre des autres villes comme Vancouver dans le but d'aider les personnes seules et itinérantes. Elle n'est pas la pire ville canadienne toutefois dans l'aide aux gens de la rue, selon M. St-Jacques. Ce serait Toronto. Montréal ne suit toutefois pas très loin derrière.





LE Quartier Libre RECHERCHE DES

Étudiantes et étudiants de l'Université de Montréal, quelles que soient les études que vous poursuivez, vous pouvez collaborer au Quartier Libre! Aucune expérience préalable n'est nécessaire! Rejoignez l'équipe de rédaction le 3 décembre prochain à 17h30 et participez à la réunion de production du journal.

PAVILLON 3200 Jean Brillant en pièce B-1274-6

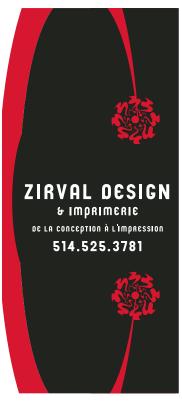
Le Phare, Enfants et Familles

offre un programme de répit à domicile aux familles s'occupant d'un enfant atteint d'une maladie à issue fatale.

Nous cherchons des bénévoles désirant offrir des activités récréatives au domicile d'un enfant malade.

Devenez bénévole pour Le Phare! Formation offerte en janvier. Téléphoner au

(514) 954-4848 #226



Le groupe

Femmes canadiennes pour les femmes en Afghanistan est à la recherche d'artistes multidisciplinaires pour monter un spectacle bénéfice qui se tiendra à la Sala Rossa <mark>au mois de mars.</mark> Les fonds de ce spectacle seront directement envoyés en Afghanistan principalement pour la santé, l'éducation et la violence faites aux femmes **Emmanuella St-Denis** femmes canadiennes pour les femmes en afghanistan

(514) 271-0<mark>702</mark>



le futur est simple™

Dire qu'à ce prix-là vous auriez pu recevoir un téléphone cool.

COLLABORATEURS



Des téléphones à partir de 24,99\$† et des forfaits à partir de 20\$/mois*, ça devrait inspirer vos amis. Sinon, rappelez-leur que nos téléphones 1X sont à la fine pointe de la technologie et qu'en plus, ils offrent:

- la messagerie photo
- le téléchargement de jeux vidéo
- la messagerie instantanée
- des sonneries et des images





Offerts dans nos boutiques TELUS Mobilité et chez nos marchands et détaillants autorisés.

Tous les détails sur notre site telusmobilite.com/etudiant

La disponibilité des services et des fonctions varie d'une région à l'autre. **Nouvelles mises en service seulement. Offre valable jusqu'au 31 décembre 2003. Obtenez 3 mois d'appels locaux illimités au Canada avec un contrat de 2 ans. Obtenez 6 mois d'appels locaux illimités au Canada avec un contrat de 3 ans. Offre valable avec les forfaits Parlez 20, Parlez 25, Parlez 50, Parlez 700, Parlez 150, Parlez Week-end 25, Temps libre TELUS 30 et Parlez 40 Plus. †Pour certains modèles avec un contrat de 3 ans après rabais sur le prix du téléphone ou crédit porté au compte sur votre prochain relevé mensuel de TELUS Mobilité. *Taxes, redevances d'utilisation mensuelles et frais mensuels pour le service d'appel d'urgence 911 en sus. © 2003 SOCIETE TELE-MOBILE.

PROFESSION DE FOI

Le piège d'Issoudun, le dernier film de Micheline Lanctôt, évoque en alternance avec un conte de Grimm l'errance autoroutière d'une femme qui a tenté de se suicider avec ses jeunes enfants. Pour le Quartier Libre, Micheline Lanctôt a abordé les mystères de la maternité moderne, le besoin de croire, les guerres et le cinéma, celui qu'elle fait et celui qu'elle aime. Rencontre avec une cinéaste de convictions.

Propos recueillis par Mikaëlle MONFORT

Quartier Libre: À propos de la maternité, vous avez écrit que le fait d'avoir des enfants aujourd'hui conduit, à un moment donné, à ressentir un vide épeurant, un épuisement qui mène au désespoir. Qu'est ce que la maternité peut avoir de spécifique aujourd'hui qu'elle n'avait pas auparavant?

Micheline Lanctôt: En écrivant cela, ie faisais référence à mes propres difficultés et à celles des femmes de mon entourage. Les exigences que l'on se donne sont très élevées aujourd'hui et elles ne l'étaient probablement pas autant auparavant. Les femmes ont accédé au marché du travail, mais ont néanmoins conservé l'idéal de maternité qui leur avait été inculqué. Or, c'est parfaitement irréconciliable! Je ne sais pas si c'est particulier à notre époque, mais moi je le ressens comme ça parce que l'on vit dans une société qui va très vite, dont le rythme est essoufflant. On vit dans un monde infiniment plus complexe qu'il y a 50 ans et cela fait partie des difficultés d'être mère aujourd'hui en 2003. Maintenant, moi. je le ressens comme ça, mais je ne peux pas dire si d'un point de vue sociologique c'est vrai ou non. C'est seulement comme cela que je le ressens et je trouve ça très difficile.

Q.L: Vous écrivez aussi que dans les sociétés animales, lorsque l'habitat ou les conditions de vie ne sont pas favorables, les mères exterminent leur portée, attendant de meilleures conditions pour procréer. Pourtant dans Le piège d'Issoudun les conditions matérielles de la vie d'Esther sont excellentes. Ce n'est donc pas de conditions matérielles dont vous parlez ici?

M.L.: Non, je parle de conditions psychologiques. Les anciens programmes animaux que l'on porte encore en nous, qui sont des programmes de survie, s'exerçaient au Neanderthal pour ce qui concerne la survie matérielle et non pas psychique. Mais une fois les besoins matériels comblés, ce n'est pas la seule chose dont l'être humain a besoin. J'ai voulu mettre en scène un personnage qui jouissait apparemment de tous les avantages matériels, mais qui ressentait visiblement un vide énorme au plan psychique. Ce vide correspond à celui ressenti par les gens de ma génération, j'ai 56 ans, qui ont fait table rase des valeurs dans lesquelles ils avaient été élevés et qui ont été obligés de se reconstruire à partir de rien. C'est difficile sur le plan moral. Dans ma génération, on n'a jamais su exactement ce qui était bien et ce qui était mal. On était en réaction contre les vieilles définitions et on a mis du temps à

redéfinir le bien et le mal. On a grandi sur une polarité, sur une dualité bien/mal qui était à la base de presque toutes nos valeurs et, tout à coup, ces valeurs-là ont été sinon inversées du moins profondément ébranlées. En 1950, on sortait d'une guerre qui avait été bonne, une guerre contre le fascisme totalitaire nécessaire pour rétablir le bien. Mais après ça, on est tombé dans une ère où la guerre était contestée parce qu'elle n'était plus nécessaire, c'était la guerre de Corée puis celle du Vietnam qui ont suscité d'énormes manifestations de contestation parce qu'on n'en voyait pas la nécessité. Ce n'était plus des guerres contre le mal, et les États-Unis ont eu beau dire que c'était des guerres contre les méchants communistes, le monde n'était pas dupe! Ce n'était plus des enjeux aussi vitaux que ceux de la guerre 39-45 et on a évolué vers une notion de la guerre qui est devenue une guerre d'intérêts. Ce n'était plus clair et ce n'est plus clair maintenant.

Q.L.: Votre cinéma se réfère beaucoup aux mythes et aux contes. Pourtant vos films semblent assez démystificateurs, que ce soit de l'adolescence dans *Sonatine*, de la guerre 39-45 justement dans *La vie d'un héros* ou encore de la maternité dans *Le piège d'Issoudun*. Y a-t-il là un paradoxe?

M.L.: Les mythes sont absolument nécessaires, mais pour moi, ils ne peuvent être utiles que si l'on y adhère en connaissance de cause. Moi, je suis une vieille catho, j'ai grandi dans la religion catholique romaine, je n'ai pas eu le choix... Mais j'appartiens à la génération qui a tout foutu en l'air : plus de catholicisme, plus de mythes, plus de ci, plus de ça. En même temps, je me rends compte qu'en ayant tout foutu par terre, ça crée un vide énorme sur le plan de la foi. Je ne parle pas de la foi religieuse, mais de la capacité de croire dans les choses, d'avoir de l'espoir, d'avoir confiance en l'avenir. J'ai l'impression qu'en démolissant le vieux système, on s'est exposé à beaucoup de manipulations, et notamment à des manipulations par l'image. Je pense donc que l'on doit chercher un mythe qui fasse consensus. On doit essayer de renouer avec une forme de mythologie. Mais évidemment pas un mythe imposé comme l'étaient le catholicisme ici ou le communisme en URSS. Mais je pense qu'il y a d'énormes risques à ne pas croire. En ce qui me concerne, j'aimerais croire pour que la foi me rassure. C'est ça le but de la foi, c'est donner un sens aux choses pour que l'on se sente un peu rassuré parce que l'univers n'a pas de sens. C'est pour cela que l'on croit à certaines choses comme «the Great Pumkin» de Charlie Brown ou le Père Noël...



Quand on rompt avec un mythe, il y a toujours un sentiment de vide effrayant parce qu'on s'insécurise. Quand les enfants comprennent que le Père Noël, c'est papa avec une fausse barbe, c'est un gros deuil qu'ils ont à faire! C'est pas drôle! Je me rappelle le jour où j'ai totalement perdu ce qui me restait de foi catholique devant le trésor de saint Pierre au Vatican à Rome. J'étais consternée, c'est tout un pan de mon psychisme qui s'écroulait. Ca m'arrive encore de dire :«Mon Dieu, s'il vous plaît», puis là je me dis «Voyons Micheline! Ç'a pas d'allure! J'y crois plus!» Ce qui ne veut pas dire que je n'ai pas désespérément besoin de le remplacer par quelque chose qui me convienne et qui convienne à tout le monde. C'est peut être pour cela que je cherche non pas à établir de nouveaux mythes, ce n'est pas mon ambition, mais à tout le moins à ouvrir des pistes de réflexion.

Q.L.: Comme vous le disiez, vos films sont très personnels. Vous est-il facile de les financer?

M.L.: Je considère que j'ai probablement fait mon dernier film, parce que chaque production est de plus en plus difficile à monter. Je n'ai pas de succès au box office, donc on ne m'ouvre pas les portes en grand quand j'arrive avec un scénario, il faut que je me faufile! Et puis, la fiction de cinéma en est rendue au point où il s'agit d'un pattern, une histoire, ça se raconte comme ça et pas autrement. Pour Le piège d'Issoudun j'ai été obligée d'écrire un scénario pour pouvoir financer le film. On n'a pas voulu me

Ie considère que j'ai probablement fait mon dernier film, parce que chaque production est de plus en plus difficile à monter.

donner d'argent sur 15 pages de texte. Donc, j'ai été obligée d'écrire des dialogues où les personnages s'expliquaient, bla, bla, bla...Bon, j'en ai coupé la moitié au tournage et encore au montage, mais il en reste encore que je n'ai pas pu éviter parce que c'était tourné... Le film existe comme ça, je n'y peux rien. Mais i'aurais tellement aimé faire ce film comme je souhaitais le faire à l'origine, c'est-à-dire sans scénario pour aller au cœur de ce personnage de femme. Le conte parlant aurait eu d'autant plus d'impact. Mais je n'ai pas tout à fait réussi ça. Cela dit, ce n'était pas une raison pour démolir le film dans les critiques comme ça s'est fait mais enfin... Je ne tenais pas à avoir des critiques élogieuses, mais j'aurais aimé que l'on souligne la structure narrative du film. Mais ciboire! La petite fille de La Presse, après que je lui ai dit que je n'avais pas voulu écrire de dialogues, elle m'a demandé : «Est ce que ce n'est pas un petit peu paresseux de votre part, ça?» Calice! On part de loin, si ne pas écrire de dialogues est perçu comme de la paresse et non pas comme un choix artistique! Le cinéma, ce n'est pas du dialogue pour moi. J'ai été obligée d'écrire un scénario, mais ce que je voulais faire, c'était des images. Je voulais mettre ces deux personnages dans une auto et faire des images.

Q.L.: Vous parlez du cinéma comme d'un art. Mais est-ce un art dont vous êtes très amateure?

M.L.: Je ne me considère pas vraiment comme une cinéphile. Moi, je viens du cinéma d'animation et c'est dans ce domaine que mes connaissances sont les plus étendues. En fait, j'ai avec le cinéma le même rapport qu'avec la littérature, il y a des auteurs avec qui j'entretiens une véritable conversation et dont je veux voir tous les films : Ermanno Olmi, par exemple est un de mes maîtres, Jiri Menzel, Antonioni, Oliviera ou Despleschin sont également des auteurs que j'adore mais pour des raisons différentes. Mais il m'est parfois difficile de voir leurs films, car je refuse de les visionner en vidéo. Pour moi le cinéma c'est un écran de 40 pieds de large par 20 de haut. On n'a pas du tout la même perception d'un film selon qu'on le regarde pour la première fois au cinéma ou en vidéo. J'observe la réaction des étudiants à qui j'enseigne la direction d'acteurs et ils me disent: «Bergman, c'est dépassé.» Hein? Les fraises sauvages dépassées? Excusez-moi, mais c'était en avance de 60 ans et c'est encore d'une profonde modernité! Alors pourquoi? Parce qu'ils l'ont vu sur un petit écran! Moi, j'ai vu ce film en salle et ça fesse en maudit!



LE Quartier Libre

RECHERCHE DES COLLABORATEURS

Étudiantes et étudiants de l'Université de Montréal, quelles que soient les études que vous poursuivez,

vous pouvez collaborer au Quartier Libre! Aucune expérience préalable n'est nécessaire! Rejoignez l'équipe de rédaction le 3 décembre prochain à 17h30

et participez à la réunion de production du journal.

PAVILLON 3200 Jean Brillant en pièce B-1274-6





HP, Celeron NX9010

- INTEL Celeron, 2.4 GHz
- 14" XGA TFT
- 256 Mo RAM 30 Go
- Lecteur DVD-ROM Firewire
- •56 K 10/100 ATI IGP 345M
- · Lecteur 1.44 Mo
- Clavier français
 Windows XP Pro français

1374\$

ou 43 \$ par mois†

GRATUIT: Sac de transport, souris, cordon rétractable. Valeur 200\$



Université de Montréal

3200, rue Jean-Brillant Local B-2200 Tél.: **514.343.2313**



• INTEL P4 M, 2.3 GHz • 15" XGA TFT

- SDRAM 256 Mo • 40 Go

 Combo DVD/CD-RW · Lecteur 1.44 Mo • Firewire

• 56 K • 10/100 • ATI Radeon • Clavier français

· Windows XP Pro français

souris et base de moniteu

1724\$

ou 54 \$ par mois†

Réplicateur de ports, clavier,

2 EN 1

TRANSFORMEZ GRATUITEMENT **VOTRE PORTABLE** EN ORDINATEUR DE TABLE





GRATUIT:

Réplicateur de ports, clavier, souris base de moniteur avec l'achat des portables suivants:

VALEURS DE 500\$





COMPAQ.

HP, Centrino NX7000

- Mobile Pentium 4, 1.6 GHz
 15.4" WSXGA+ TFT
- •512 Mo RAM 60 Go
- Combo DVD/CD-RW Bluetooth Firewire
- 56 K 10/100 **802.11b** ATI Mobility Radeon 9200 64 Mo Clavier français
- · Windows XP Pro français
- Réplicateur de ports, clavier, souris et base de moniteur

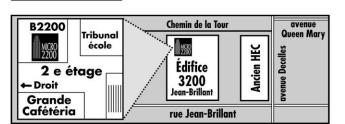
2599\$

ou 81 \$ par mois†

Un réplicateur de ports permet de gardez branchés toutes vos périphériques: clavier, souris, moniteur, imprimante, numériseur, haut-parleurs, caméra...

http://www.micro2200.ca

Heures d'ouverture: Lundi au Vendredi: 9:00-17:00 Samedi: Fermé



LOGICIEL ÉTUDIANT EXCLUSIF:

MICROSOFT OFFICE XP 89 S

*Promotion d'une durée limitée, détails en magasin. † 0\$ à l'achat 0\$ résiduel, sur 36 mois, taxes en sus, détails en magasin. Les prix et les configurations peuvent changer sans préavis, quantités limitées. Nous ne sommes pas responsables des erreurs sur les descriptions. Photos à titre indicatif.

F O N D A T I O N JEAN-CHARLES-BONENFANT

Vivez une expérience enrichissante à l'Assemblée nationale du Québec

BOURSES DE 15 000 \$

ASSORTIES D'UN STAGE À QUATRE DIPLÔMÉS



ASSEMBLÉE NATIONALE

DIPLÔMÉS DES UNIVERSITÉS QUÉBÉCOISES

Science politique • Communication • Histoire Sciences sociales • Droit • Sociologie Science économique • Philosophie • Journalisme

Découvrez l'Assemblée nationale en effectuant un stage de septembre 2004 à juin 2005!

Inscrivez-vous avant le 30 janvier 2004

Pour information:

(418) 643-4101

ou

www.assnat.qc.ca/fra/fondationbonenfant/fondation/fondpres.htm ou informez-vous auprès de votre université.

Photo: Luc Antoine Couturier

Exploitation minière canadienne

C'EST PAS LE PÉROU!

Pollution de la biosphère, contamination de la population, déportation de familles entières... Au Pérou, plusieurs compagnies minières canadiennes conduisent une politique d'exploitation peu respectueuse de l'environnement et des droits humains.

Estelle PUIG et Jorge FALLA

Hiroshima et Nagasaki»: c'est le nom que la population de la région d'Ancash au Pérou a donné à la mine Antamina, dont l'exploitation est gérée par trois entreprises canadiennes: Noranda Inc., Teck Corporation et BHP Billitpn Plc. Située au nord de Lima, à environ 4300 mètres d'altitude, Antamina est l'une des plus grandes mines productrices de cuivre et de zinc au monde. En exploitation depuis le 14 novembre 2001, elle a nécessité des investissements de près de 2,3 milliards de dollars.

«Mai 2003. 150 hommes, femmes et enfants ont été contaminés par une intoxication de l'air provoquée par l'exploitation de la mine canadienne Antamina à Puerto Grande dans la région d'Ancash. Ils souffriraient de saignements de nez et de maux de tête.». Alors que la dépêche a suscité de vives réactions au Pérou, au Canada, la nouvelle est totalement passée inaperçue.

LES ONG TIRENT LA SONNETTE D'ALARME

à qui profitera la mine? Bien que la population péruvienne soit consciente de l'intérêt économique que représente l'exploitation minière pour la région, elle se questionne sur les retombées réelles. Manuel Glave travaille pour l'ONG GRADE au Pérou. D'après lui, la politique d'exploitation de la mine a un effet boule de neige. «Tous les sites liés à la mine Antamina sont affectés, que ce soit à Yanacancha, endroit où l'on traite les minéraux, ou 350 km plus loin, au port de Huarmey, lieu de transit pour l'exportation», dit-il. «Ils ont asséché un lac afin de permettre la construction de la mine, ce qui a eu un impact écologique majeur sur la région. La pollution occasionnée par la mine amène la relocalisation de la population contre son gré. De plus, la quantité énorme de rejets déversés dans la rivière Ayash risque de provoquer une transformation irréversible des nappes phréatiques.»

Le 6 novembre dernier, *Greenpeace* émet un rapport accablant sur *Noranda*. Intitulé *Une vie de crimes* (*A Life of Crime*), le document met en avant la piètre performance environnementale de l'entreprise canadienne. On y apprend que Noranda est sur la liste des 100 plus importants pollueurs au Canada. Le rapport confirme également que, à la suite de la construction de la mine *Antamina*, des milliers de familles péruviennes ont été «relogées» de façon arbitraire, sans aucune considération pour le caractère socio-économique et culturel de leur communauté. La Coordination nationale



LES COMPAGNIES MINIÈRES CANADIENNES REÇOIVENT LEUR MESSAGE DE BIENVENUE AU PÉROU.

«Hiroshima et Nagasaki» : c'est le nom que la population de la région d'Ancash au Pérou a donné à la mine Antamina, dont l'exploitation est gérée par trois entreprises canadiennes : Noranda Inc., Teck Corporation et BHP Billitpn Plc.

des communautés péruviennes touchées par l'industrie minière (CONAMACI) a également dénoncé la récente déportation de 90 familles après l'implantation de la mine. Cette ONG qui regroupe des communautés de 13 départements du Pérou, ajoute que même si la mine a généré l'emploi de 2724 personnes, seulement 631 provenaient de la région. Or Ancash a une population de un million de personnes, dont 61 % vivent sous le seuil de la pauvreté.

À Noranda, le son de cloche diffère. Dans un article de la Presse Canadienne, Hélène Gagnon, directrice des relations publiques de l'entreprise, explique que, en dépit du fait que certaines communautés aient en effet dû être déplacées pour permettre l'exploitation minière et que ce souvenir soit encore cuisant dans la population, Noranda et le gouvernement péruvien sont «extrêmement fiers de cet investissement».

C'est que l'industrie minière occupe une place importante dans l'économie péruvienne. Pour plusieurs, cette industrie représente une des voies, voire la principale, pour le développement du pays. Le secteur des mines procure 60 000 emplois. La production minière

«Dans les mines, n'importe qui peut faire n'importe quoi au Pérou» Manuel Glave

du Pérou a connu une hausse importante au cours de la dernière décennie, conséquence de la privatisation du début des années 1990 et de la croissance de l'investissement étranger. Au moins 45 entreprises minières sont en opération au Pérou, dont plus de 15 étrangères explorent ou exploitent une mine.

MANHATTAN MINERALS CORP. AU BANC DES ACCUSÉS

Antamina n'est pas la seule compagnie canadienne a être montrée du doigt. Manhattan Minerals Corp., une société dont le siège social se trouve à Vancouver, a obtenu en 1999 une concession du gouvernement Fujimori pour exploiter une mine d'or à ciel ouvert à Tambogrande, dans le département de Piura, au nord du pays. Toutefois, l'entreprise a rencontré une vive opposition de la part des résidants de la région, qui seront forcés de déménager

si le projet minier va de l'avant. Un référendum, financé par Oxfam du Royaume-Uni, a révélé que seulement 1 % de la population de Tambogrande souhaite que le projet d'exploitation minière aille de l'avant. D'après Madeleine Denoyer, agent régional des Amériques à Droits et Démocratie, une institution canadienne, «les citoyens s'inquiètent des conséquences environnementales et sociales d'un tel projet sur cette région traditionnellement agricole, qui fournit 40 % de la production nationale de limes et de mangues». La compagnie a beau promettre «le Pérou» quant à la préservation du site, les relations avec les communautés restent très mauvaises.

Dans une lettre destinée à Alejandro Toledo, le président de la République du Pérou, plus de 12 associations visant à préserver les droits humains, s'élèvent contre un tel projet. «Nous considérons les investissements étrangers nécessaires au Pérou. Mais, de tels investissements ne doivent pas être faits aux dépens des communautés locales, mais plutôt servir les intérêts des communautés affectées. [...] De plus, l'importance de l'agriculture pour le développement du pays ne doit pas être oubliée.»

TOUTE-PUISSANCE DES COMPAGNIES MINIÈRES

«Dans les mines, n'importe qui peut faire n'importe quoi au Pérou», ajoute Manuel Glave. L'unique instrument dont le pays dispose pour contrôler l'exploitation d'une mine, c'est l'étude de l'impact environnemental. Approuvée en audience publique, cette étude fait office de contrat social. «En debors de cela, le gouvernement ne dispose d'aucune législation appropriée. C'est que le gouvernement est bien faible par rapport à la puissance des multinationales minières. » Dernièrement, le Canada a offert une importante subvention à l'État péruvien afin de mieux gérer l'exploitation des ressources naturelles et de prévenir des dangers écologiques et humains. Affaire à suivre

FORUM SOCIAL EUROPÉEN

DANS LE VENTRE DU FSE

Du 12 au 15 novembre dernier, 60 000 personnes ont participé à Paris au deuxième Forum social européen (FSE). ONG, groupes sociaux, mouvements syndicaux, jeunes étudiants et autres altermondialistes formaient la foule hétéroclite de participants réunis par leur opposition au néolibéralisme et à la guerre.

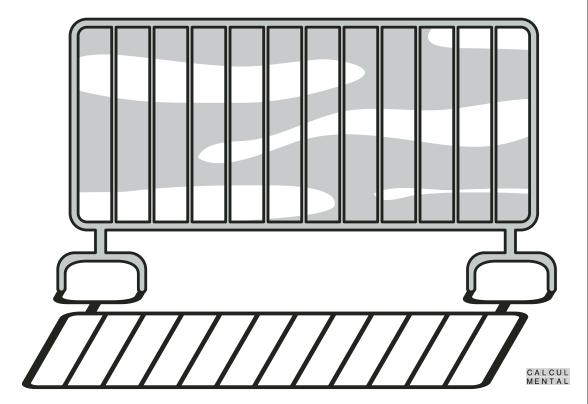
Paul JOURNET

ès son arrivée sur le site, le délégué se fait proposer les publications d'une multitude de groupes, des communistes militant pour la cinquième Internationale en passant par les anarchistes, les syndicalistes, les réformistes modérés et les divers groupes

démontrent, cartes topographiques à l'appui, que le mur de sécurité construit par Israël — officiellement pour des motifs de sécurité — n'est qu'une tentative de pillage des ressources hydrauliques et du potentiel agricole palestinien. On apprend également que la privatisation de l'eau aux Philippines effectuée par la compagnie française Suez a donné lieu à

même que le contrôle étatique des marchés et des services publics devienne anticonstitutionnel. De tous côtés, on croit que la situation est urgente.

C'est sur le terrain des solutions que se dissout l'apparente unité des participants du FSE. Un clan prône le démantèlement des institutions internationales, tandis



déterminés à abattre le capitalisme. Nul doute, on assiste à un pluralisme marqué des allégeances politiques.

Au cours des 1800 conférences, les altermondialistes se sont affairés à disséquer les effets du néolibéralisme sur la vie des citoyens de l'Europe et du monde. Ici, il v a consensus. On déplore que les principales décisions politiques soient prises à huis clos par les élites du G8, de la Banque Mondiale, de l'OMC et du FMI, qui prônent la libéralisation à outrance des marchés et le dogme de la compétitivité. Il en résulterait un démantèlement de l'État qui sert les plus nantis et ruine les pauvres. Les conférences tentant d'en illustrer les effets ne manquent pas : privatisation de la santé, de l'éducation et de l'eau, accroissement de l'écart entre riches et pauvres, destruction de l'environnement, marchandisation de l'information et explosion des conflits armés comme extension de la politique étrangère.

Le FSE offre par moments des analyses rigoureuses, absentes des médias de masse. Par exemple, des conférenciers La future Constitution européenne viserait à répandre le libre marché et à atteindre le déficit zéro.

une augmentation des prix et à la première épidémie de choléra en deux siècles dans la région.

Peu importe la conférence ou l'orateur, partout on arrive au même constat : le projet de Constitution européenne, pour lequel les pourparlers se termineront le 9 mai 2004, constitutionnalisera le libéralisme comme doctrine officielle de l'UE. La future Constitution viserait à répandre le libre marché et à atteindre le déficit zéro. Au FSE, des juristes craignent

que l'autre propose de les réformer et de les humaniser. Les réformistes soutiennent qu'abolir ces institutions reviendrait à laisser les États puissants à recourir encore plus à la force en multipliant les traités bilatéraux.

Les nouvelles taxes internationales, servant à financer le développement et la lutte contre la pauvreté, figurent parmi les propositions les plus populaires du FSE. En tête d'affiche, la taxe Tobin. Elle propose de taxer les transactions boursières régulières de 0,1% et les spéculations menaçant la stabilité d'une devise étrangère de 1%. La taxe Tobin découragerait donc la spéculation financière excessive et pourrait prévenir les crises économiques comme celle de l'Asie du Sud-Est en 1997. Le marché étant électronique, elle serait également facile à installer.

Comme plusieurs intervenants n'ont pas manqué de le rappeler, ce sont les querelles internes et la couverture médiatique infantilisante, et non le manque de solutions proposées, qui risquent de mettre en sourdine la voix des altermondialistes et du FSE. ANNONCESPÉCIALE



Attention: Étudiants étrangers FAITES APPLICATION POUR DEVENIR RÉSIDENT PERMANENT CANADIEN DÈS AUIOURD'HU!!

Êtes-vous ici avec un permis de séjour pour étudiant?

Voulez-vous transformer votre status à celui de Résident Permanent canadien?

Quelle que soit votre situation, nos professionels en immigration peuvent vous aider!

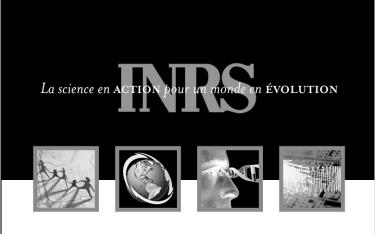
Appelez aujourd'hui pour une consultation GRATUITE et CONFIDENTIELLE.

514-499-8082

Résidence permanente - Parrainage (incluant les couples de même sexe) -Investisseurs - Citoyenneté - Permis de travail -Permis de séjour étudiants / visiteurs - Aides familiaux résidents - Réfugiés

CONSEIL D'IMMIGRATION CANADIEN

400, rue Saint-Jacques Ouest, Bureau 300, Montréal (Québec) H2Y 1S1 www.immigrationcouncil.com



Emplois d'été en recherche

1ER CYCLE - 2004

Si vous avez complété une 2° année d'études dans un programme de 1° cycle en sciences naturelles, en génie ou en sciences de la santé, l'INRS vous offre la possibilité d'occuper un emploi d'été en recherche dans l'un ou l'autre des domaines suivants:

- : Eau, terre et environnement
- : Énergie, matériaux et télécommunications
- : Santé humaine, animale et environnementale

Date limite du concours: 13 février 2004

Critères d'inscription, modalités d'application du concours et information sur l'INRS disponibles sur le site Web.



Institut national de la recherche scientifique

Téléphone: (418) 654-2500 | Sans frais: 1 877 326-5762

www.inrs.uquebec.ca

QUAND BUSH SE CHERCHE DES AMIS

Martin AUGER - correspondant au Royaume-Uni

acré George, tu pourrais faire comme bien des gens et t'inscrire à une agence de rencontre afin de te dénicher de nouveaux copains. Mais à quoi bon, après tout, comme tu l'as répété des milliers de fois lors de ton passage dans mon coin de pays, les Britanniques sont tes meilleurs amis. C'est bizarre, j'ai toujours cru que, lorsque l'on parlait d'amitié, les sentiments devaient être réciproques, me tromperais-je?

Bien sûr, en tant qu'amis, les Britanniques ont tout fait pour annoncer ton passage. En octobre, on pouvait déjà voir des affiches dénonçant ta venue. Et pas seulement à Londres. J'en ai répertorié jusqu'en Écosse! En plein centre-ville de Londres, des activistes armés de micros et de dépliants scandaient tout haut que le «meurtrier» arrivait en ville. Bien entendu, des activistes à Londres, il y en a à tous les coins de rues, mais contrairement aux autres. ceux-ci avaient un public pour les écouter. Même en face du parlement on pouvait voir des pancartes qui attendaient patiemment ta venue, et ce, trois semaines à l'avance. Finalement, ils furent 100 000 à signer une pétition afin que soit annulée ta visite.

Dans les journaux, tu as réussi à causer un certain malaise. Alors que ceux de gauche dénonçaient «ta» venue, ceux de droite souhaitaient la bienvenue à «l'Amérique». Pendant que ceux de gauche dénonçaient «tes» politiques environnementales et économiques, la droite rappelait que les «États-Unis» constituaient leur plus important partenaire économique. Bref, quand l'un t'attaquait personnellement, l'autre répliquait en défendant le peuple américain. À part de très rares exceptions, personne pour te défendre. Aucun journal de droite pour dire que tu as raison de ne pas signer le protocole de Kyoto ou d'ignorer le jugement de l'OMC dans le dossier de l'acier. Seul dans son coin, Blair faisait de son mieux afin de te défendre, en qualifiant les opposants d'anti-américains. Peine perdue, certains médias ripostaient en mentionnant que te détester et te dénoncer étaient peut-être les plus belles preuves de leur amour pour les Américains, car, selon certains, The Independent par exemple, tu ne représentes aucune des valeurs sur lesquelles les États-Unis furent construits.

Mais il faut l'avouer, le président le plus influent du monde ne passe jamais inaperçu. Après tout, le maire de Londres, Ken Livingstone lui-même, s'est permis une sortie publique te qualifiant de plus grande menace à la vie présentement sur cette planète. Peu de gens peuvent se vanter de recevoir un tel traitement de la part du maire de la capitale de son plus proche allié. Bien sûr, en tant qu'amis, les Britanniques ont tout fait pour annoncer ton passage. En octobre, on pouvait déjà voir des affiches dénonçant ta venue. Et pas seulement à Londres. J'en ai répertorié jusqu'en Écosse!

Pendant ce temps, Michael Moore (Bowling for Columbine) agit tel un membre de la National Rifle Association après une fusillade dans une école et fait une tournée de promotion de son nouveau livre, Dude, Where's my Country, au Royaume-Uni. Pendant que Blair tentait de justifier tant bien que mal ta visite, Moore réussissait à faire salle comble à Londres (deux soirs), à Manchester, à Liverpool et à Glasgow avant même que la campagne publicitaire se mette en branle. À Manchester par exemple, ils étaient 3000 rassemblés pour écouter Moore. Son livre Stupid White Men (qui t'es dédié) a récemment gagné le prix du livre de l'année en Grande-Bretagne. Pour ce qui est de *Dude*, where's my country (qui explique comment te défaire aux prochaines élections), il était en rupture de stock à certains endroits. Bref, en date du 15 novembre, ses deux livres se retrouvaient dans le top 25 des meilleurs vendeurs au Royaume-Uni. Ne serait-ce que pour ajouter la cerise sur la sundae déjà trop plein de calories, une chaîne britannique proposait Bowling for Columbine à ses téléspectateurs le jour de ton

t'envoyer un message. Les prévisions pour la manifestation sont passées de quelques milliers, à 50 000, puis à 100 000. Finalement, ils étaient plus de 110 000, selon la police, et 200 000, selon les organisateurs, à avoir marché dans le centre-ville de Londres, la plus grande manifestation que la ville ait connue un jour de semaine. Et cette manifestation, elle n'était pas seulement contre la guerre. Étonnamment, certains journalistes en faveur de la guerre ont également pris position pour la manifestation. Même en faveur de la guerre, ils ont jugé que six Britanniques emprisonnés à Guantanamo sans procès, la nonratification du protocole de Kyoto et ton entêtement à ne pas respecter le jugement de l'OMC sur les importations d'acier étaient des raisons amplement suffisantes pour se faire une jolie pancarte et descendre dans la rue. Bref. arrête de dire des Britanniques qu'ils sont tes amis, car ce n'est pas parce que le premier ministre est ton ami que le peuple peut te blairer.

Bref, tout semblait être en place pour

CRISE POLITIQUE AU SRI LANKA

RUGIR À NOUVEAU

Le Sri Lanka, aux prises avec une guerre civile meurtrière depuis plus de 20 ans, semblait être en mesure de retrouver la paix grâce à des concessions majeures de la part des deux camps. Cependant, une querelle politique entre la présidente Chandrika Kumaratunga et le premier ministre Ranil Wikramasinghe menace le cessez-lefeu, respecté depuis février 2002.

Joan ROCH



armi toutes les guerres civiles qui font rage dans le monde, la situation du Sri Lanka se démarquait jusque là par son processus de paix exemplaire. Le 4 novembre dernier, la présidente Kuramatunga suspend le parlement, démet trois ministres et décrète l'état d'urgence. Cette décision est qualifiée par une partie de la presse locale de «coup de poignard dans le dos», car elle survient alors que le premier ministre Wikramasinghe, son grand rival politique, est à l'étranger. De plus, celui-ci devait reprendre les négociations entre le gouvernement et les Tigres tamouls quelques jours plus tard.

Elle explique son geste lors d'un discours: «Les développements troublants des derniers mois, ayant culminés [...] avec les mesures inefficaces prises par l'administration pour assurer la sécurité nationale, m'ont fait réaliser que des actions fermes et rapides étaient nécessaires pour corriger la situation. J'ai donc décidé de prendre à ma charge les trois domaines du gouvernement demandant une reprise en main immédiate, c'est-à-dire les ministères de la Défense, de l'Intérieur et des Communications, cette décision ayant un impact immédiat sur la sécurité, tout en garantissant une complète liberté de presse.»

UN PROCESSUS DE PAIX ORPHELIN

Devant une telle crise politique, le processus de paix est alors gelé, et une bataille politique s'engage. À la suite de la démission forcée de son ministre de la Défense, le Premier ministre nie toute responsabilité dans la suite des négociations, puisqu'il estime ne plus être en mesure d'assurer la sécurité dans le pays. La Présidente, quant à elle, revendique le droit de mener les discussions à condition que toutes les

L'ORIGINE DU SRI LANKA

Le Sri Lanka est une ancienne colonie anglaise ayant acquis son indépendance en 1948. Nommée Ceylan jusqu'à 1972, cette île se situe au sud-est de l'Inde. Ces 20 millions d'habitants sont globalement répartis en deux groupes ethniques, les Sinhalais, regroupant les trois quarts de la population, et les Tamouls. Ces deux groupes ne partagent ni la même langue ni la même religion.

parties, incluant les rebelles tamouls, reconnaissent son autorité dans ce dossier

Le Premier ministre espère donc que les rebelles vont refuser de négocier avec Kuramatunga, le désignant ainsi comme étant le seul à pouvoir apporter la paix au pays, tandis que la Présidente déclare vouloir sauver l'unité du pays, menacé par le séparatisme tamoul. Plus personne ne sait qui est en charge du processus de paix.

UNE POPULATION NERVEUSE

Tandis que la Présidente et le Premier ministre s'affrontent, les populations tamoules sont nerveuses et retrouvent leurs réflexes, acquis pendant les heures les plus sombres de la guerre civile. La tension montante fait craindre que le moindre accrochage entre les Tigres et les forces armées du gouvernement ne redémarre les hostilités, plongeant la région dans une situation incontrôlée.

Un mois après le début de la crise, aucun incident majeur n'a encore eu lieu, malgré le déroulement de la «semaine des héros» de la guérilla tamoule, à la fin du mois de novembre. À cette occasion, la Présidente

SUITE EN PAGE 18

La tension montante fait craindre que le moindre accrochage entre les Tigres et les forces armées ne redémarre les hostilités.

elle-même a ordonné aux médias d'État d'éviter toute critique envers les Tigres.

CESSEZ-LE-FEU PROMETTEUR

Arrivée au pouvoir en 1994, la présidente Kumaratunga est incapable de faire progresser les négociations de paix avec les Tigres, étant elle-même la victime d'une tentative d'assassinat. Malgré sa réélection en 1999, la présidente perd la majorité lors des élections parlementaires deux ans plus tard, en décembre 2001. Ranil Wikramasinghe devient premier ministre et une cohabitation difficile commence.

Le gouvernement de Wikramasinghe se lance alors dans les négociations avec les Tigres, et obtient des résultats spectaculaires avec la signature rapide d'un cessez-le-feu. Usés par une guerre interminable, les deux camps s'engagent à faire des concessions maieures: les Tamouls renoncent à l'idée d'un État

ECOLE DES MAÎTRES

Cours de formations barman(aid) et serveur. Rabais étudiant,

programme de placement. (514) 849-2828, www.ecoledesmaitres.com



indépendant, tandis que les Sinhalais acceptent de partager le pouvoir et accordent une large autonomie à la région tamoule.

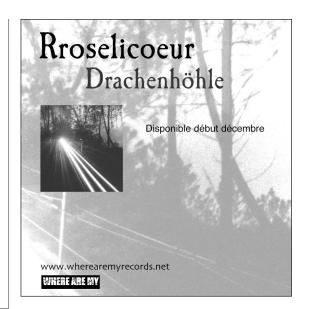
Étudié et approuvé par la communauté internationale, le processus de paix, construit ces deux dernières années, était exemplaire. Combiné au bon respect du cessez-le-feu, les accords menaient à la fin de la guerre civile.

GUERRE CIVILE INTERMINABLE

Les antagonismes entre les Sinhalais et les Tamouls s'expriment dès le milieu des années 1950, lorsque les Sinhalais imposent leur langue comme langue officielle du pays. Ensuite, en 1972, le bouddhisme est déclaré religion d'État par les Sinhalais, ignorant volontairement les spécificités de la minorité tamoule, qui pratique l'hindouisme. Dans les années suivantes, les Tamouls, présents principalement dans le Nord et l'Est de l'île, se radicalisent et revendiquent l'indépendance de leur région.

En 1983, les Tigres tamouls tendent une embuscade qui se solde par la mort de 13 soldats. La guerre civile éclate alors et va tuer 64 000 personnes au cours des deux décennies suivantes. Les violences entraînent également la fuite de près de 144 000 réfugiés tamouls vers l'Inde, où ils vivent dans des camps dont les conditions de vie sont parfois misérables.

Près d'un mois après la décision de Mme Kuramatunga, la présidente et son Premier ministre ne trouvent toujours pas de terrain d'entente. Les manœuvres se succèdent de part et d'autre, proposant par exemple un contrôle partagé des ministères, mais le dialogue semble se faire par l'intermédiaire des médias, plutôt que par les voix officielles.



Défense

National



Etre reconnu fait toute la all the différence

Êtes-vous prêt à entreprendre une carrière différente? Au sein du Groupe des services de santé des Forces canadiennes, vous aurez le privilège de soigner les hommes et les femmes qui servent notre pays.

Nous recherchons en ce moment des étudiants et des diplômés en :

- médecine
- sciences infirmières
- physiothérapie
- pharmacologie
- travail social

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec nous dès aujourd'hui.

Recognition makes difference

Ready for a healthcare career with a difference? With Canadian Forces Health Services Group, you'll enjoy the distinction of caring for those who serve our country.

We are currently seeking students and graduates in:

- Medicine
- Nursing
- Physiotherapy
- Pharmacy
- Social Work

To learn more, contact us today.

Découvrez vos forces dans les Forces canadiennes. Strong. Proud. Today's Canadian Forces.



1 800 856-8488 www.forces.gc.ca



$L_{\text{A}}\text{diffusion du documentaire québécois à Radio-Canada et Télé-Québec}$

ECRANS DIVISES

Radio-Canada et Télé-Québec sont dans la mire des documentaristes et de leurs producteurs. Selon un rapport produit par l'Observatoire du documentaire, les artisans du milieu sont plutôt mécontents de la télédiffusion de leurs œuvres sur les ondes des stations de télévision publiques. Dans un espace médiatique, dominé par le privé, comment redéfinit-on le rôle d'une station de télévision d'état dans la promotion et le soutien des documentaires made in Quebec?

R O S S Nancy

L'Observatoire du documentaire s'est penché sérieusement sur l'épineuse question de la télédiffusion à travers le rapport La production documentaire au Québec et au Canada, éditions 2000 et 2002. Selon ce rapport, Radio-Canada et Télé-Québec auraient des visées trop journalistiques et commerciales, au détriment du vrai regard d'auteur. La question du financement est aussi soulevée. À Téléfilm Canada et à la SODEC. on demande aux producteurs d'avoir une entente préalable de télédiffusion aux heures de grande écoute. Le problème qui se pose est donc le suivant : une heure de grande écoute au Canal Vie a-t-elle les mêmes répercussions qu'à la télévision de Radio-Canada ou à Télé-Québec? Dans un tel contexte, les questions de visibilité et de représentation du documentaire québécois se posent inévitablement.

Jeannine Gagné, productrice du documentaire Roger Toupin: épicier variétés, a obtenu une entente de diffusion avec Radio-Canada. Au mois de juin, l'émission Caméra Témoin a présenté une version abrégée de ce portrait d'un épicier du Plateau Mont-Royal. Pour les besoins de la diffusion, le documentaire a été amputé de près de la moitié de son contenu. Madame Gagné reconnaît que c'est un sacrifice. «Mais peut-être vaut-il mieux d'être diffusé, dans une version plus courte, que de ne pas être diffusé du tout.» exprime-t-elle. Même s'ils souhaitent des cases horaires plus souples et une meilleure visibilité, les producteurs s'attachent à leurs acquis, plutôt fragiles. «On sent une pression de la part des télédiffuseurs pour se conformer aux sujets chauds, comme la santé et l'éducation», poursuit madame Gagné,

«des sujets vendeurs qui apporteraient un auditoire plus grand à court terme.»

Le documentariste Isaac Isitan réalise et produit des œuvres à saveur politique. Son dernier documentaire, L'Argent, traite des mécanismes de création de la monnaie, son fonctionnement et ses aberrations. Pour son documentaire, Isaac Isitan est allé tourner des images en Turquie, en Argentine et aux États-Unis. Son projet a été refusé par Télé-Québec et Radio-Canada, mais accepté par TV5. Pourquoi ce refus? Télé-Québec a expliqué sa décision par le trop grand nombre de thématiques de ce genre et l'obligation de faire des choix. Isaac Isitan croit plutôt que les télédiffuseurs publics sont frileux quand on parle de documentaires à thématiques internationales, et engagés, de surcroît. Selon lui, le public québécois est prêt à s'ouvrir au monde. Est-ce que son projet aurait été plus facile à diffuser s'il avait été tourné ici? «Je n'aurais pas pu tourner ce film seulement au Québec, le sujet deman dait de se déplacer vers les pays les plus touchés par les aberrations du système actuel. Vous savez, les rivières ne coulent pas que vers le nord.», ajoute le réalisateur.

L'EXEMPLE RADIO-CANADIEN

En février 2003, l'Observatoire du documentaire a envoyé une demande écrite au vice-président Daniel Gourd pour l'inviter à accorder une plus grande place au documentaire québécois sur les ondes de Radio-Canada. Par la suite, on s'est félicité de la présence estivale de l'émission Caméra-Témoin. Cette plage horaire, consacrée essentiellement au documentaire canadien, était présentée le samedi soir, aux heures de grande écoute.

Mais à l'automne, disparition de l'émission, maintenant diffusée en reprise le samedi à 13 heures. L'Observatoire demande des comptes puis invite Radio-Canada à lui fournir les statistiques concernant la diffusion du documentaire québécois sur ses ondes. On leur fait parvenir un document de 150 pages, parfaitement indéchiffrable pour qui n'est pas statisticien de formation. Il va sans dire que, du côté de l'Observatoire, on se

présentent parfois du documentaire québécois, à travers une majorité d'acquisitions internationales. Est-ce que le Québec produit assez de documentaires d'actualité pour fournir de telles émissions? M. Jean Pelletier, directeur des Grands reportages et documentaires à Radio-Canada, soutient que très peu de documentaires québécois entrent dans le créneau de ces émissions, dont les thématiques touchent à l'actualité brûlante, alors qu'une quarantaine de demandes sont acceptées sur une centaine proposée. «Tout se passe dans un contexte d'offres et de demandes», affirme M. Pelletier, «On sait que le documentaire ne suscite pas un intérêt de masse aux heures de grande écoute. Même la diffusion du documentaire À hauteur d'homme de Jean-Claude Labrecque a été un choix qu'on a dû débattre, jusqu'à ce que les gens comprennent sa portée.» Le documentaire québécois est donc confiné à la programmation estivale? «Cet été,

Jeannine Gagné, productrice du documentaire Roger Toupin: épicier variétés, a obtenu une entente de diffusion avec Radio-Canada. Au mois de juin, l'émission Caméra Témoin a présenté une version abrégée de ce portrait d'un épicier du Plateau Mont-Royal. Pour les besoins de la diffusion, le documentaire a été amputé de près de la moitié de son contenu.

même diffusé 18 documentaires canadiens», poursuit M. Pelletier. «Si on regarde du côté des budgets consacrés au documentaire», affirme M. Pelletier, «les trois-auarts sont réservés aux œuvres canadiennes. En ce sens, je crois que Radio-Canada remplit son

DU CÔTÉ DE TÉLÉ-QUÉBEC

pose de sérieuses questions. Les émissions Zone Libre et Enjeux

s'entend pour dire que le genre est sousdiffusé sur les ondes de Radio-Canada,

il semblerait qu'on soit plus cléments à l'égard de Télé-Québec. Le télédiffuseur offre à ses spectateurs plusieurs cases horaires consacrées au documentaire pendant les heures de grande écoute. Malgré tout, certains producteurs lui reprochent d'être trop collée à l'actualité dans le choix des documentaires au détriment du regard d'auteur. Monsieur Alain Ergaz, responsable des acquisitions à Télé-Québec, soutient que ce critère d'actualité n'est pas le principal pour les achats. On se fie davantage à la qualité, à la pertinence sociale et culturelle, et au point de vue original. «De toute façon», poursuit M. Ergaz, «l'actualité est mouvante et elle peut parfois nous rattraper.» On encourage en ce sens le documentaire d'auteur avec un regard assumé. Les achats de documentaires québécois à Télé-Québec proviennent en grande partie de l'ONF. Mais la majeure partie des documentaires diffusés à Télé-Québec ont été coproduits avec des maisons de productions. Les acquisitions des œuvres ne représentent donc que 20 à 30 % de l'ensemble des diffusions québécoises. Selon M. Ergaz, la télévision publique doit offrir une tribune aux créateurs de documentaires pour un vrai regard critique sur le monde qui nous entoure, que ce soit sur l'actualité ou sur tout autre sujet.

Si le milieu du documentaire québécois



344-2217 3533, Queen Mary, Montréal Côte-des-Neiges, à 2 pas de l'U de M

Le Buffet RAGA est composé de délicieux mets végétariens, de curry à la viande et de nos spécialités Tandoori. Toute une symphonie de saveurs délicates et d'arômes subtils qui réjouira votre palais et vous laissera un souvenir des plus agréables.

SPÉCIAL ÉTUDIANT avec carte d'identité MIDI SOIR 8,95\$

7.95\$

9,95\$ **PRIX RÉGULIER**

MIDI SOIR 10,95\$ à 12,95\$

Salle privée pour groupe et réunion (60 à 100 pers.)

Fréquentation des salles de cinéma sur le campus

24 IMAGES SECONDE POUR UNE POIGNÉE DE MONDE

Le mélange cinéma et discussion est une pratique courante à l'UdeM, mais les étudiants sont peu nombreux à assister à ces projections qui leur sont destinées.

E s t e l l e P U I G

l'Université de Montréal, de nombreux départements proposent des soirées cinéma, généralement suivies d'une discussion.

François Beaudet, responsable des Rencontres en anthropologie visuelle (RAV), une initiative du département d'anthropologie, déclare: «Les films que nous proposons n'ont absolument rien de «commercial». Nous nous adressons avant tout à un public d'anthropologues.» Le RAV, une activité hebdomadaire, propose des films ou documentaires à tous ceux qui sont intéressés par l'étude de l'être humain. «Le rôle du RAV est d'amener l'étudiant en anthropologie à effectuer une réflexion sur le contenu du film.» Mises sur pied il y a quelques années, les Rencontres en antbropologie visuelle sont essentiellement gérées par des étudiants. «Ils sont chargés de sélectionner un film, de le présenter et après la projection, d'animer le débat. Certaines séances sont même suivies d'une discussion en présence du réalisateur», ajoute François Beaudet.

SUCCÈS MITIGÉ D'UN BORD...

Histoire sur film, une initiative du département d'histoire, a débuté l'année dernière avec un succès mitigé, faute d'un bon réseau de distribution et en raison d'une publicité trop discrète. «On rejoint les gens par courriel. Les profs n'y assistent pas, mais se font un plaisir de présenter des films», dit Lucie Lecomte, étudiante au doctorat en histoire et responsable de l'activité. «Cette année le côté publicité roule mieux. Nous avons même un dépliant qui décrit les films et l'activité en elle-même.» La séance est également suivie d'un débat autour du film. «Mais, bien que je fasse beaucoup d'efforts pour attirer les gens, on a un maximum de dix personnes et un minimum de quatre à chaque représentation.» Même son de cloche pour le RAV. «La fréquentation est irrégulière. Ça dépend vraiment de la motivation des étudiants. Et puis cette année, il y a eu moins de publicité sur le campus. Donc, on a eu un peu moins de monde», précise François Beaudet.

SUCCÈS ASSURÉ DE L'AUTRE...

Parallèlement aux activités académiques, le Service des activités culturelles (SAC) offre des projections vidéo qui n'ont rien à envier aux énormes complexes cinématographiques, avec l'odeur du pop-corn en moins. Ciné-Campus, qui s'est doté dernièrement d'un nouveau système de son, connaît un succès grandissant: en 2001-2002, plus de 9000 personnes se sont présentés aux portes



"La fréquentation est irrégulière. Ça dépend vraiment de la motivation des étudiants. Et puis cette année, il y a eu moins de publicité sur le campus. Donc, on a eu un peu moins de monde» - François Beaudet

du cinéma. Ce qui représente une augmentation de 20% par rapport à l'année précédente. Contrairement aux RAV ou à Histoire sur film, l'entrée est payante. Il faut compter 4\$ pour un étudiant de l'UdeM. «Au fond, c'est le même prix que la location d'une cassette vidéo», ajoute Gaétan Villandré, coordonnateur responsable du SAC.

«En ce qui a trait aux choix des films, nous n'avons pas de critères de sélection fixes, mais plutôt empiriques», explique Gaétan Villandré. «On conçoit la programmation selon les succès cinématographiques de l'année en cours. On essaye de faire un résumé de ce qu'il y a eu d'intéressant durant les derniers mois. Notre programmation diffère beaucoup de celle du Ciné-Cessaire, le cinéma de Polytechnique, que je qualifierais de plus «bollywoo-

dienne.» Mais, différence de taille, contrairement au Ciné-Campus, le CinéCessaire propose les films seulement en version originale. «C'est un mandat que nous nous sommes donné et auquel nous tenons», dit Marie-Claude Gauthier, une des responsables du CinéCessaire.

Les productions étudiantes ont également leur place au sein de la programmation du Ciné-Campus. Ce fut le cas pour *Virago*, un court métrage écrit et réalisé par cinq étudiants de l'UdeM dans le cadre de leur projet final d'études. Cette production a remporté le prix Or du jury et le Prix du public lors de la dernière Rétrospective Cinéma 2002-2003. *Electricité*, un autre court-métrage gagnant du prix Norman McLaren pour le meilleur film étudiant du 34° Festival des films du monde 2003, a également été projeté en première partie.

LA CONSOMMATION DE DROGUES ET D'ALCOOL PAR LES ARTISTES

PROBLÈME DE PERCEPTION?

La consommation de psychotropes et d'alcool contribue-t-elle réellement à faire sortir le génie créatif de sa bouteille? Les créateurs recourent-ils systématiquement à ces moyens pour vaincre leurs peurs et leurs angoisses? Le *Quartier Libre* a posé la question à quatre créateurs.

Éric DUSSAULT

La première fois que j'ai réussi à faire un rythme reggae, c'est en consommant des champignons magiques. Avant ça, je n'étais tout simplement pas capable. Ya une façon de jouer du reggae, c'est pas compliqué, mais il faut trouver la pulsion. Je jouais de la batterie, et tout d'un coup, j'ai senti le champignon monter en dedans de moi, et je me suis mis à jouer du reggae! Ce sont les champignons qui m'ont permis de trouver la pulsion.» Urbain Desbois avoue avoir consommé beaucoup de drogues dans sa vie, jusqu'à l'âge de 25 ans. Mais depuis une dizaine d'années, il ne sait plus jouer la fameuse musique que Bob Marley a contribué à faire mondialement connaître. C'est qu'Urbain ne consomme plus. «À l'époque où j'apprenais à faire de la musique, j'ai fait beaucoup d'expériences en étant stone, et j'ai sûrement appris des choses super intéressantes parce que mes perceptions n'étaient plus les mêmes, je n'entendais plus de la même façon. Mais aujourd'hui, si je fume un joint, je perds les pédales, c'est pas du tout bon pour moi. Faudrait que tu ailles voir des musiciens plus jeunes».

C'est ce que j'ai fait. Éric Goulet, le chanteur du groupe Les Chiens, crée et joue de la musique rock pure. Par contre, il n'est pas le junkie que plusieurs personnes croient voir en lui. «Les premiers disques que j'ai faits quand j'avais vingt ans, les musiciens et moi on était tout le temps stone head et on buvait pas mal de bière en studio. Mais de plus en plus, je prends ça plus comme une récompense qu'un état nécessaire à la création. En ce qui me concerne, si j'ai fumé un joint, ça risque d'être plutôt mauvais que bon. J'ai pas besoin de ça pour faire valoir ma créativité. Les meilleures chansons que j'ai écrites, je n'étais sur l'effet de rien, c'est sûr.» C'est tout un mythe qui vient de s'écrouler... Les rockers ne sont pas des drogués!

Carl Bastien est surtout connu pour avoir travaillé avec Daniel Bélanger, artiste secret sur sa vie privée, mais en qui les fans croient retrouver une certaine sagesse, que son réalisateur ne dément pas, bien au contraire. «Daniel ne prend aucune drogue, il boit à peine, je n'irai pas lui fumer des joints dans la face, ça va l'insécuriser totalement!» Carl l'avoue sans qu'on ait à le questionner trop longuement : il aime le haschich. Il s'assure toutefois de connaître le point de vue de

«Prendre un café au haschich et enregistrer, ça change les données.» - Carl Bastien

l'artiste avec lequel il travaille au sujet de la drogue avant de se préparer un café au haschich... «Prendre un café au baschich et enregistrer, ça change les données. Je n'en prends pas systématiquement, mais je suis un gros fumeur. Le haschich c'est assez relax quand même. Durant les jams, pendant qu'on mixait mon album, on se tapait de ces cafés. Pour ce qui est de l'alcool, c'est le vin rouge qui est la boisson par excellence du studio. Encore là, tu ne te cales pas un vignier à toi tout seul! C'est juste le fun de prendre un petit coup, je ne suis plus gêné en studio. C'est un milieu [celui de la musique] où estce que tsé...» On a très bien compris ce que tu voulais dire Carl...

Parlant d'alcool, Yves Desrosiers, s'il est sobre depuis deux ans, raconte qu'il a été saoul pendant vingt ans. «J'ai bu énormément dans ma vie. La plupart des disques que j'ai réalisés, ils l'ont été alors que j'étais saoul, sauf celui de Desjardins. C'est-à-dire que je buvais des caisses et des caisses, sans que ça paraisse. J'ai eu l'habitude de travailler avec une bière toujours ouverte, ça ne m'empêchait pas de travailler du tout. Je n'étais pas totalement ivre, mais je n'étais pas sobre non plus.» Mais pourquoi cette nécessité de boire? «Dans ce temps là, j'avais tendance à dire que boire me donnait plus de couilles! Mais aujourd'hui, je n'en ai plus besoin. Quand t'as été saoul pendant vingt ans, t'as peur de revenir à la réalité, tu te demandes si tu vas avoir la même inspiration. Après un certain temps, le plaisir revient, tu t'éclates autant qu'avant pour de la musique, mais sans alcool. C'est ben correct sans alcool.»

Urbain Desbois se rappelle presque avec nostalgie cette période de grande consommation de psychotropes. «À l'époque, prendre des champignons et faire de la musique, ça pouvait être vraiment intéressant, parce que t'approches de l'hallucination. J'ai atteint des niveaux en improvisant que je regrettais ensuite de ne pas avoir enregistrés pour vérifier ce qui s'était passé.»

LA TÊTE QUI DÉPASSE

CET HIVER, TAQUE TA TUQUE BLEUE!

Alors que les premières chutes de neige se font toujours attendre, cing habitants de Petite-Nation dans le sud de l'Outaouais ont déjà leur tuque sur la tête. Une tuque aux couleurs du Québec, le bleu et le blanc. Dix ans après avoir commencé à giguer et à jouer des reels dans leur patelin, le groupe La Tuque Bleue aspire maintenant à conquérir de nouveaux fans ailleurs au Québec. Le département de l'éducation, des sciences et des nouvelles technologies de l'UdeM aurait d'ailleurs succombé à leur charme...

Éric DUSSAULT

Il y a environ vingt ou vingt-cinq ans, naissaient cinq frères et cousins élevés dans la petite localité de Petite-Nation dans le sud de l'Outaouais. Comme tous les enfants québécois, ils ont été nourris de lait et de pablum, ensuite de nourriture plus consistante, héritage de leurs ancêtres draveurs sur la rivière Outaouais. La gigue et les *reels* de violon ont aussi pris une très grande place dans leur éducation. À tel point qu'ils ont appris à danser et à chanter avant même de parler! Écoutez Christian Massie-Lavergne, qui fait à ses heures un guitariste, un mandoliniste et un joueur de banjo de luimême, nous raconter une histoire qui fait des gens de son coin de pays, des êtres uniques en leur genre. «On dit souvent qu'en Outaouais, les gens dansent à l'envers. Normalement, lorsqu'on «swingue» en musique folklorique, on tourne toujours dans le sens horaire, alors que les gens de l'Outaouais tournent dans le sens anti-boraire. Allez donc savoir comment ça se fait que c'est comme ça. Du moins, je n'oserais pas m'aventurer à trouver une explication, de peur de dire quelque chose qui n'est pas vrai!» Rarement aura-t-on vu un conteur aussi à cheval sur l'exactitude des faits \dots Lui et les autres membres du groupe La Tuque Bleue sont des conteurs-chanteurs-gigueurs-tapeurs de pieds qui sont profondément attachés à leurs racines. Comme le dit un très vieux dicton, qui s'est transmis de génération en génération à Petite-Nation : «Tu peux sortir un gars de la Petite-Nation, mais tu peux pas sortir la Petite-Nation d'un gars!» La preuve, c'est que, sur leur premier album lancé le 21 novembre dernier, Cinq habitants, on peut

entendre les cinq compères raconter la vie des gens de chez eux. «L'odeur du vent nous fait rêver, je crois qu'ça sent les belles années (bis), su l'bord d'un feu, qu'est-ce tu veux de mieux, La P'tite Nation.» Ces paroles de chanson seraient-elles en défaveur des fusions municipales? «Nous dans Petite-Nation, si tous les villages se réunissaient pour former une seule ville, on tripperait pas ben ben, on serait tous probablement contre!» explique Michaël Paquette-Renaud, pianiste, accordéoniste, harmoniciste et tapeur de pieds de son

UNE VIEILLE TRADITION FAMILIALE

Continuons à faire plus ample connaissance avec nos tapeux de pieds de l'Outaouais en demandant à Christian de nous parler de sa mère, une créature très spéciale, qui au lieu de lire des histoires à ses enfants, écoutait et notait ce qui se passait dans les veillées de la parenté. «Ma mère ne chantait pas nécessairement autant que les autres de la famille. Par contre, même avant que je sois né, elle apportait toujours un magnétophone et une cassette pour enregistrer les soirées. Elle retranscrivait ensuite les paroles des chansons, du moins celles qu'elle aimait le plus. Récemment, en fouillant dans ses affaires, je suis tombé sur son carnet. J'y ai trouvé plein de chansons intéressantes et i'ai demandé à ma mère de me chanter les différents airs. Elle m'a aussi indiqué qui les chantait. De temps en temps, je prends une de ces chansons et on la réarrange ensemble, pour la jouer ensuite.» Tu parles d'une histoire! Mais il n'y a pas seulement la mère de Christian qui

sauvegarde le patrimoine traditionnel québécois. Mathieu, un autre membre de La Tuque Bleue, archive tout ce qu'il trouve. «Mathieu est un passionné des collections. Il collectionne les disques, les chansons et les ouvrages qui traitent de musique traditionnelle. Il rencontre aussi des personnes âgées pour recueillir des chansons. Les petits bijoux, c'est lui qui les a, il en a une bibliothèque complète», raconte volontiers Michaël. Cette passion pour le folklore est d'ailleurs contagieuse. Une légende raconte que toute personne qui est en contact avec La Tuque Bleue se met instantanément à giguer et à chanter... «On a beaucoup popularisé la musique traditionnelle auprès des gens qui nous entourent. On a participé à l'engouement des jeunes de Petite-Nation pour la musique traditionnelle. Les gens réagissent vraiment bien quand je leur dis que je fais ce type de musique. Dans mes cours à l'UdeM, on travaille dans des laboratoires de science, et chaque table a son portable. Au début du mois de septembre dernier, lorsaue je suis revenu de Belgiaue avec La Tuque Bleue, je me suis aperçu que tous ceux de ma classe avaient téléchargé les extraits musicaux de notre site Internet. Tout le monde chantait nos chansons, certains ont même appris à giguer, les présentations des travaux d'équipes se font maintenant en chantant des chansons traditionnelles! Y'a beaucoup de gens qui nous appuient. Je suis étonné de l'ouverture d'esprit de la communauté universitaire.» C'est t'y diable possible ce que raconte Christian?!

L'ENREGISTREMENT AUDIO

Pour signer un contrat de disque et pour et un gars de Petite-Nation, Louis-



artistique du Journal de Montréal, qui a enregistré tout l'album, et qui a conçu la pochette et le site Internet.» Une histoire de village quoi...

Mais c'est connu, c'est en spectacle que la musique folklorique prend toute sa dimension. C'est encore plus vrai avec La Tuque Bleue puisqu'en plus des *reels* et de la gigue, les gars du groupe racontent l'histoire de leurs familles respectives. «On raconte des histoires du genre qu'on se souvient de notre grand-mère qui tapait du pied et faisait bouger le poêle à bois! ce soit le plus énergique et dynamique possible. Ça nous prend donc ben de la place sur scène!» expliquent successivement les deux Tuques Bleues.

Eux qui, depuis dix ans, racontent la vie des autres auront peut-être droit aux mêmes égards dans quelques dizaines d'années...

Pour plus d'informations, entendre des extraits de leur disque Cinq habitants ou se le procurer, visitez leur site Internet : www.latuquebleue.com.

LE PASSAGE OBLIGÉ DE

se faire connaître, c'est obligatoire : il faut enregistrer un disque. C'est ce que La Tuque Bleue a décidé de faire cette année. Ses membres ont financé leur album en passant le chapeau dans les spectacles, en plus de faire appel aux hommes qui ont la piasse dans leur patelin. Mais comme tout le monde les connaît à Petite-Nation. nombreux ont été ceux et celles qui ont prêté main forte aux cinq jeunes. «Une dame nous a entre autres prêté sa maison qu'elle n'habitait plus pour tout l'été afin qu'on y enregistre notre disque», explique le timide Christian. Michaël ajoute : «Si on avait facturé tout le monde, ça nous aurait coûté environ 40 000 dollars! C'est un ami d'enfance

Hold-Up KARKWA



_ Le coeur hypothéqué APRIL MARCH

Yolande Wong

ANDRÉ INDÉPENDANT

Eh oui! C'est ça la vie RICHARD DESJARDINS **FOUKINIC**

Y'a trop d'shit ATACH-TATUQ ATMUSIQUE

D`un seul coup LES CHIENS

Vole à voile LES WAMPAS

Arme de distraction massive IAM DELABEL

Ville LES GOULES

Maladie d'un fou VIVE LA FÊTE



CHRONIQUE BD

Annik CHAINEY

BELL SAVE THE QUEEN

L'histoire a retenu bien peu de choses à propos de Joseph Bell, sinon qu'il fut un brillant docteur et un professeur émérite de l'École de médecine de l'Université d'Édimbourg vers la fin du XIX^e siècle, reconnu pour son incroyable capacité de déduction qui lui permettait de livrer un diagnostic précis sur l'état d'un patient par la simple observation. C'est sans doute ce talent pour le moins particulier qui impressionna l'un de ses jeunes étudiants – un certain Arthur Conan Doyle – au point de lui inspirer le personnage du plus célèbre détective de l'histoire de la littérature.

Mais Joseph Bell était-il vraiment cet homme sain d'esprit et de corps, poète à ses heures et athlète accompli, que dépeignent ses quelques rares et brèves biographies? N'avait-il pas au cœur une blessure profonde et douloureuse qui bouscula le cours paisible de son existence et le fit basculer du côté obscur de la force? C'est cette théorie que le bédéiste Joann Sfar s'amuse à défendre, prétendant avoir dépoussiéré quelques vieux dossiers afin de révéler à la postérité la véritable nature de celui qui fut le mentor du père de Sherlock Holmes.

Il ne faut donc pas s'étonner, en ouvrant *Promenade des Anglaises*, quatrième album de la série, de trouver le professeur Bell alité et en pleine séance d'expérimentation de substances illicites. Car depuis la mort prématurée de sa femme adorée, Bell fréquente assidûment les paradis artificiels, comme il se complait à traquer les monstres, autre moyen de fuir la triste et décevante réalité. De son ancienne vie, il a tout de même conservé son titre de médecin officiel de la reine Victoria et c'est justement cette fonction qui va le tirer de son désœuvrement.

La souveraine anglaise, réfugiée sur la Côte d'Azur, le réclame en effet pour soigner la déprime qui l'afflige. Flanqué de son domestique Ossour Hyrsidoux, de son fidèle Daïmon Eliphas, ainsi que de l'inspecteur Mazock et de sa fille Mary, le professeur s'embarque donc pour la France où il ne tarde pas à découvrir l'existence d'un complot visant à détruire la monarchie britannique pour instaurer une république démocratique. Ardent défenseur de la couronne, Bell tente de contrecarrer les plans des ennemis de la reine en s'attaquant à leur chef Adam Worth, criminel notoire et vieille connaissance dont il a plusieurs fois croisé la route. Mais les efforts de Joseph Bell pour se débarrasser de Worth auront des conséquences funestes, annonciatrices d'une guerre à finir entre les deux hommes.

Sfar a le don de créer des récits surprenants où se côtoient faits historiques, grandes idées et éléments purement fantaisistes, servis par une écriture traversée d'élans poétiques et ponctuée d'humour. Cynique et désabusé, Bell n'en est pas moins drôle et touchant, son désespoir lui rendant l'humanité que ses manières brusques et son apparente indifférence tendent à lui enlever. Les dessins de Tanquerelle, à qui Sfar a confié l'illustration de la série depuis le troisième album, collent rigoureusement au style du maître et reproduisent avec justesse l'univers sombre et glauque inauguré lors du tout premier tome.

Le dernier épisode de ses aventures marque toutefois une nouvelle étape dans l'existence de Bell. Plus fébrile et plus ouvert que dans ses péripéties précédentes, le professeur va même jusqu'à succomber aux charmes sulfureux d'une dame, rajoutant la luxure à la liste déjà longue de ses vices. Après tout, peut-être y a-t-il encore de l'espoir pour le veuf éploré...

Promenade des Anglaises Professeur Bell T. 4 Joann Sfar et Tanquerelle Delcourt, 2003.

L HOEUVRE AU NOIR

L'ASSASSINAT DU PÈRE NOËL

Serge BERGERON

uelques jours avant Noël, Prosper Lepicq, avocat à la Cour par profession et détective privé par goût de l'aventure, est mandaté par l'archevêché de Paris pour se rendre à Mortefont, grosse bourgade du département de Meurthe-et-Moselle. Il devra surveiller la Châsse de saint Nicolas, qui sera exposée lors

de la messe de minuit, le curé du village ayant reçu une lettre anonyme qui l'avertissait d'une prochaine tentative de vol. La châsse en question est un reliquaire censé contenir un des doigts de saint Nicolas. Et c'est la fierté de la paroisse. Mais c'est le contenant plutôt que le contenu qui est susceptible d'intéresser les voleurs : il est incrusté de quelques diamants de grand prix.

Pour éviter la suspicion des Mortefontois et pouvoir tendre un piège aux voleurs, Prosper Lepicq s'y rend sous le prétexte de faire des fouilles archéologiques et sous une fausse identité, celle du marquis de Santa Claus... Personne, hormis le curé, ne saura qui il est vraiment.

Arrivé sur place, le faux marquis a un choc : il a l'impression d'avoir été projeté au pays «d'il

était une fois»... Car Mortefont vit au rythme de la fête de Noël pendant toute l'année. Et les habitants du village paraissent tout droit sortis des pages de contes de fées (la Mère Michel, le Père Fouettard, le Marchand de sable, Cendrillon, le Père Noël...), car ils endossent ces personnalités lors des fêtes de fin d'année. Après quelques heures passées au village, le marquis de Santa Claus revient de sa méprise. Le principal employeur du village est une usine de jouets que possède le maire, et ce dernier sous-traite certaines étapes de fabrication aux habitants. Et en cette période de l'année, tout le monde ressemble aux lutins du Père Noël.

Le soir du 24 décembre, alors qu'il s'apprête à s'installer pour

surveiller discrètement le précieux coffret, Prosper Lepicq reçoit un coup de latte sur la tête et se retrouve cette fois au pays des songes. Son agresseur, le sacristain de l'église, qui l'observait depuis quelques jours et qui trouvait son attitude suspecte, le ligote et le laisse en se disant qu'il s'occupera de lui après la messe.

indépendante de Montréal Grenadine.

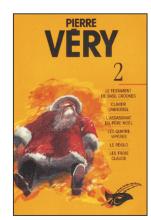
Ce qui devait arriver arrive. Les diamants de la châsse sont volés. Le Père Noël est assassiné. Le détective a un mal de bloc. Une tempête de neige se lève, recouvrant tous les indices et empêchant la police de se rendre sur les lieux.

Ce roman a été écrit en 1934. Comme vous aurez pu vous en rendre compte à la lecture de ce résumé de l'intrigue, cette œuvre, par sa

thématique, n'est pas particulièrement «moderne». Et l'auteur fait référence à un univers de l'enfance qui est d'une autre époque et qui, parfois, n'évoquera peut-être pas grand chose à l'esprit d'un lecteur dans la vingtaine. Par contre, pour qui est capable de faire fi de ce dernier détail somme toute mineur, ce récit promet quelques heures de lecture agréables. Il y a une sorte d'humour bon enfant loin d'être déplaisant ou facile dans la description de situations un peu abracadabrantes. Les protagonistes sont hauts en couleurs. On retrouve d'ailleurs paradoxalement un peu de Marcel Pagnol dans certains personnages à la langue bien pendue et à la verve emportée. Celui du maire, entre autres, rappelle le César de la trilogie marseillaise.

Pierre Véry est un romancier un peu oublié de nos jours. Cela tient probablement au fait que ses romans contiennent une bonne dose de naïveté, une chose qui aujourd'hui paye aussi peu que le crime dans les romans policiers. Par contre ce qu'il faut savoir, c'est que Pierre Véry, quand il a écrit *L'assassinat du Père Noël*, en 1934, voulait en faire une espèce de conte de fées pour adultes. De ce côté, c'est assez réussi. Et Noël n'est-il pas le temps de l'année où l'on peut le plus facilement retrouver son âme d'enfant?

L'assassinat du Père Noël, Pierre Véry, Librairie des champs-Élysées, coll. Le masque, 1994.



sfbc Anapharm

Anapharm innove dans le domaine de la recherche clinique en offrant

CHRONIQUE CD

Jean-François RIOUX

LAVAL MEMORY FOLDER (INDÉPENDANT)

Vous n'aimez pas leur nom? Vous croyez peutêtre que les membres de ce groupe conduisent une Honda Civic rouge

et arborent fièrement la casquette blanche de Nike à la visière dirigée vers l'arrière? Détrompez-vous! Du moins le duo composé de Martin Robillard et de Jason Sanchez se moque bien de ce que les gens diront de leur nom ou de leur ville natale. Ils sont bien fiers de l'avoir comme nom. Le duo est accompagné sur ce premier album de plusieurs invités, question de mettre plus de poids à leurs ingénieuses compositions. Des rythmes aussi décadents, répétitifs, qu'accrocheurs et déconstruits. Sans être le groupe qui amènera un nouveau son, Laval démontre très bien ce qu'il sait faire, avec de belles mélodies guidées autant par une basse enflammée qu'une guitare bien ficelée. Un morceau seulement contient de la voix, *Its Probably our Loss*, sur

la voix, *Its Probably our Loss*, sur un total de huit pièces. Avouons que cela n'enlève rien à l'album qui se tient très bien, malgré les budgets de production limités des groupes indépendants. Le livret de trois panneaux qui accompagne le tout démontre l'aspect esthétique qu'empruntera la formation montréalo-lavalloise. Pour ceux qui

aiment bien les comparaisons, on retrouve au cœur de la sonorité du jeune groupe des influences allant de Tortoise, Mogwai jusqu'à des groupes moins célèbres tels que Sonna, Ui, Analog ou encore Billy Mahonie.

SHY CHILD THE HUMANITY EP (GRENADINE)

Un deuxième enregistrement pour le duo Shy Child, composé de Nate Smith (Batterie) et Pete Cafarella (Claviers) et la maison de disque

Avec le succès des groupes comme The Rapture, Errase Errata, The Strokes, The Faint, et le retour inévitable de la musique des années 1980, Shy Child se fera certainement une place parmi cette vague de néo-new wave et de post-punk. Rappelant l'énergie des Rapture, avec les Mates of State et Quasi (ces deux derniers ayant comme instruments claviers et batterie, tout comme Shy Child). The Humanity EP me laisse présager un succès bien mérité pour le duo new yorkais. Cependant, sur les quatre morceaux de cet excellent mini album, la voix est beaucoup trop en arrière-plan, ce qui enlève quelque peu au génie et à la mélodie des compositions. Le morceau Down To Dust comporte un rythme déchaîné, comme un train sur son élan en direction de nos tympans. L'originalité est toujours de mise, vu le minimalisme et les

rythmes presque farfelus à certains endroits sur les compositions. Un morceau semble parfois se construire autant qu'il se déconstruit, cela dans un «endiablement» de notes et d'accords de clavier qui nous imprègnent de l'envie d'en écouter toujours plus et encore plus.



un réseau de prosétudier le théâtre et se retrouvent dans Elles croient venir titution

Je sais, mais comment prouver cela?



denoncer marsail-Frouver une fille qui accepte de 11 Faudrait lais et sa clique ...

Peut-être. Mais là, je

toi, tu as une tête à aimer

cherche une ami è

Claudine Lamoureux

les collègiennes







()

IN:

Vasco cherchait

pourrait pèut-

une amie qui

être l'aider ...

0

0

Lēvesque deposait Le lendemain-soir

lasco devant le

Vevada-Club.





















'A SUIVRE



du 2 au 4 janvier 2004

2 nuits d'hébergement au **Lodge de la Montagne** 2 jours de ski Service de représentant à destination **Cocktail de bienvenue Toutes taxes incluses**







De partir de 169\$

Pour informations:

3200 Jean-Brillant, **local B-1265** 343-6111, poste 5275



DÉTENTEUR D'UN PERMIS DU QUÉBEC